

Supplément du projet

La Consolidation de la paix au Liban



Implemented by:
KFW



Empowered lives.
Resilient nations.

Supplément spécial

Publié par le projet «La Consolidation de la paix au Liban» du Programme des Nations Unies pour le développement et financé par le ministère allemand de la Coopération économique et du Développement à travers le KfW, ce supplément est distribué avec les quotidiens an-Nahar et as-Safir dans sa version originale en arabe, et avec le Daily Star et L'Orient-Le Jour en anglais et en français.

Ce numéro regroupe les articles d'un certain nombre d'écrivains, de journalistes et de professionnels des médias, de chercheurs et d'artistes libanais, syriens et palestiniens. Il aborde les sujets relatifs à la paix civile et les répercussions de la crise syrienne au Liban ainsi que les relations entre les Libanais et les Syriens, dans des approches de fond loin des discours de haine.

Édition N°13, septembre 2016

© Alia Haju
Des déplacées syriennes triant les tomates après la récolte, dans la vallée de la Békaa



- 03 Une ou plusieurs identités ?
- 04 Je te hais : La Consolidation de la paix au liban
- 06 Les minorités syriennes au Liban : des réfugiés qui caressent l'espoir d'émigrer
- 10 L'impact de la marginalisation de la cohésion sociale
- 11 Effets dévastateurs de la crise syrienne sur le Liban
- 13 L'agriculture et l'industrie souffrent du manque de main d'œuvre syrienne
- 14 Les agriculteurs syriens dans la Békaa
- 15 Beyrouth et moi
- 16 Le retour de la tragédie

08 - 09

Vers une approche
disciplinaire de
l'enseignement de l'histoire



© Rodrigue Harb

Combattre le discours de haine

L'ère numérique d'aujourd'hui permet aux gens, partout dans le monde, de se connecter et de communiquer aisément, offrant la possibilité de faciliter la cohésion sociale et renforcer la compréhension interculturelle. Malheureusement, la nature de plus en plus mondialisée de la technologie de communication a également été sujette à nombre d'abus et le discours de haine s'est davantage répandu. Une grande partie de cette rhétorique peut être trouvée sur les réseaux sociaux en ligne et risque de mener à des actes discriminatoires et à la violence. Avec la capacité de se connecter en restant anonyme ou le sentiment de sécurité qu'on peut avoir derrière un écran, il est encore plus facile d'exprimer des opinions haineuses. Les médias traditionnels peuvent aussi être responsables, en fomentant des divisions entre les peuples à travers des idées fausses et une diabolisation de l'« Autre ». Le danger du discours de haine a été particulièrement évident après les récents attentats-suicides de Kaa. Ces actes ignobles contre des Libanais innocents ont été suivis dans certaines régions du pays par des

agressions verbales et physiques contre des réfugiés syriens innocents, perpétrés par des gens légitimement indignés par les attaques contre Kaa, mais qui associent à tort l'apparition d'actes terroristes à la présence des réfugiés. Les autorités libanaises ont été promptes à condamner et mettre un terme à ces actions. Les médias peuvent aussi jouer un rôle-clé dans la lutte contre ces perceptions erronées et encourager une attitude plus tolérante et compréhensive.

En 2013, le « Pacte des journalistes pour la consolidation de la paix civile au Liban », parrainé par le Pnud, avait prévu à l'article 2 : « Les journalistes doivent s'engager à renforcer l'unité et la coexistence nationales, respecter les religions, ne pas être les instigateurs de conflits sectaires ou confessionnels, et rejeter les mouvements de désobéissance violents, la criminalité et l'humiliation » ; et encore à l'article 11 : « Les journalistes doivent éviter de propager un esprit de violence et de conflits ». Depuis lors, le Pnud a continué à travailler avec des rédacteurs et des journalistes pour veiller à la mise en œuvre du Pacte par

l'analyse périodique du contenu des informations et des éditoriaux, en partenariat avec la Fondation Maharat. Les réseaux sociaux peuvent également être de puissants instruments de messages positifs. Après les attaques contre Kaa, par exemple, les utilisateurs libanais de Twitter ont unis leurs efforts contre le racisme envers les Syriens à travers le hashtag à succès, #RefugeesAreNotTerrorists, dans l'espoir de contrer la xénophobie et les perceptions erronées au sujet des réfugiés.

Ce supplément que vous vous apprêtez à lire se veut un espace libre de haine et d'idées fausses. Vous y trouverez une variété de différents points de vue portant sur des sujets critiques et parfois controversés. Nous espérons qu'il inspirera une action positive et contribuera à l'établissement d'un dialogue plus ouvert et pacifique sur nombre de sujets de préoccupation aujourd'hui.

Luca Renda

Directeur du Pnud au Liban

« Nous pouvons faire cela » ensemble

Un an a passé depuis que la chancelière allemande Angela Merkel a lancé son fameux slogan « Das Wir Schaffen ! » (Nous pouvons faire cela !), ouvrant les portes de l'Allemagne à des centaines de milliers de réfugiés. Quelques mois plus tard, une nouvelle loi sur l'intégration a été votée, destinée à introduire au mieux les réfugiés dans la société allemande, en les aidant à trouver un emploi ou une formation. En contrepartie de l'aide offerte par l'État, les réfugiés étaient censés montrer leur aptitude et leur désir de devenir partie intégrante de l'Allemagne.

Peut-être pas comme l'Allemagne mais plus encore, le Liban a joué un rôle important dans l'accueil des réfugiés syriens.

Ce petit pays avec les multiples problèmes qui lui sont propres n'a pas choisi cette situation. Cependant, il travaille sur les meilleurs moyens d'y faire face à tous les niveaux.

L'un de ces défis réside dans la réalisation des avantages socio-économiques qui résultent de cette présence temporaire au Liban. Sans vouloir occulter les inconvénients de cette migration, néanmoins si les réfugiés sont ouvertement considérés comme une opportunité plutôt qu'un fardeau à partager, beaucoup de dividendes économiques pourraient être engrangés et de nouvelles idées et savoir-faire pourraient émerger. Le rôle des médias à faire la lumière sur cette question est cruciale. Dans ce supplément que vous avez entre les mains, plusieurs sujets allant des aspects économiques, sociaux et culturels résultant de la crise syrienne sont mis en évidence. Je vous invite à profiter de la lecture du contenu de ce supplément, qui met également l'accent sur plusieurs initiatives de construction de la paix et les préoccupations nationales.

Carsten Meyer-Wiefhausen
Chargé d'Affaires de l'ambassade
d'Allemagne à Beyrouth

Erreur de cible

Les réfugiés syriens arrivés par vagues successives en Europe ont connu toutes les affres de l'angoisse, frôlant souvent la mort entre la traversée hasardeuse de leur propre pays et leur voyage périlleux en mer. Et parmi ceux arrivés à destination, très peu ont pu s'intégrer facilement en trouvant rapidement un emploi et un logement. Certes, il y a sur le vieux continent des structures d'accueil fonctionnelles, prêtes à aider dans la mesure de leurs moyens. Mais le sentiment de compassion ayant suivi les premières arrivées de réfugiés a fini par se muer en rejet au niveau des populations locales.

Idem aux États-Unis, qui ont offert l'asile à quelque 10 000 réfugiés syriens. Nul comité, ni médias pour les accueillir, et si certaines communautés leur ont apporté leur soutien, ils ont aussi fait l'objet d'une vague d'opposition, avec notamment 31 gouverneurs qui ont demandé d'interdire aux réfugiés d'entrer sur le territoire américain, dans la foulée des attentats en Europe. En pleine campagne électorale pour la Maison-Blanche, la question de l'accueil des réfugiés syriens sur le sol américain a ainsi pris une tournure particulièrement passionnelle.

Or il se trouve qu'Européens et Américains se trompent de cible en rendant les déplacés responsables du terrorisme. Jusque-là, aucun des jihadistes ayant commis des attentats en Europe ou aux États-Unis ne faisait partie des communautés réfugiées. Bien au contraire, beaucoup de ces terroristes étaient déjà résidents ou même citoyens occidentaux, et on ne leur barrera pas la route avec des comportements xénophobes et des lois plus dures sur l'immigration. Ce qui est d'ailleurs assez logique : ce n'est pas le réfugié qui a fui la guerre et la violence pour échapper à la mort, qui se bat bec et ongles pour obtenir un titre de séjour à l'étranger, qui galère pour se forger un emploi... Ce n'est pas cet homme-là qui va monter une opération suicide. Simple question de cohérence.

Gaby Nasr

Directeur des éditions spéciales du quotidien L'Orient-Le Jour

Une chance de consolider les rapports entre deux peuples

Un peuple dans deux pays, c'est une erreur. Deux peuples dans un seul pays, c'est encore une erreur. Deux peuples dans deux pays est la vérité niée par certains, et que d'autres persistent encore à nier, davantage pour des raisons politiques que réalistes. Parce que la conception de la géographie et d'une certaine histoire communes ne s'applique pas seulement aux peuples libanais et syrien, mais à la majorité des pays et populations du Levant, bien avant l'édification des États actuels.

À partir de là, la correction des concepts et des terminologies devient une entrée en matière en vue de clarifier la relation, déterminer les droits et les devoirs, et à ce moment la présence syrienne au Liban devient un asile et non pas un exode d'une région à l'autre à l'intérieur d'une seule patrie. Par conséquent, la nature même des droits s'en trouve modifiée et le droit au retour devient naturel, même si sa réalisation doit se prolonger dans le temps, exactement comme cela se passe avec les réfugiés palestiniens.

Mais la réalité est que le peuple syrien et nous ne faisons qu'un... dans le malheur. Nous partageons la même guerre maudite. La guerre civile ou cette guerre des autres sur notre sol, celle-là même que nous avons expérimentée et dont nous n'en sommes pas encore sortis. Nous en subissons aujourd'hui encore les conséquences, parce que les mémoires n'ont pas été purifiées, et que la réconciliation ne s'est pas déroulée conformément au sens réel du mot « réconciliation ». Nous avons tourné la page et caché la poussière sous le tapis, et c'est pour cela que le fantôme de la guerre nous guette à chaque carrefour et pointe de la tête à chaque tournant.

Et les Syriens aujourd'hui ne sont pas mieux lotis. Ils essayent, avec quelques acteurs de la communauté internationale, de trouver un règlement qui sera probablement politique et non militaire. Mais chacun des protagonistes penche pour une solution radicale. Sans même penser à retenir la leçon de l'expérience vécue par le pays le plus proche, le Liban, qui a mis fin à 15 ans de guerre sans parvenir à une solution militaire, et sans avoir été en mesure de construire à ce jour une paix réelle.

Les citoyens syriens, qu'ils soient en Syrie ou au Liban, doivent bien réaliser que leur sort n'est qu'un. S'ils perdent leur patrie, ils se perdent eux-mêmes. Et s'ils abusent de leurs hôtes libanais, ils ne feront qu'accumuler l'hostilité, transformant leur séjour en enfer plutôt qu'en une véritable hospitalité et une chance de consolider les relations fraternelles entre deux peuples.

Ghassan Hajjar

Rédacteur en chef du quotidien an-Nahar

Comme si c'était hier

Bien que cela fasse plus d'un an – en fait avant le début de l'hiver dernier – que nous avions appelé la communauté internationale à engager des efforts plus significatifs pour aider à soulager le sort de millions de réfugiés syriens déplacés par la guerre brutale qui ravage leur pays, nous avons comme l'impression que c'était hier.

Cela n'est pas surprenant, dans la mesure où depuis cette époque très peu de choses ont changé en mieux sur le terrain. Avec l'hiver qui arrive une fois de plus, et il devrait être beaucoup plus sévère que ces dernières années, l'exode des réfugiés se poursuit au même rythme qu'auparavant, sinon plus, avec la majorité d'entre eux déplacés à l'intérieur du territoire syrien ou échoués à l'étranger et survivant dans la misère la plus abjecte.

Les migrants continuent de risquer leur vie à travers une mer dangereuse, pour simplement atteindre des côtes plus sûres où leur vie ne serait pas menacée à tout moment par des frappes aériennes ou des barils d'explosifs. Et malheureusement les survivants de ce périlleux voyage font face à la même brutalité et la même indifférence qu'ils avaient espéré laisser loin derrière eux.

Plus encore, les promesses mirobolantes formulées par de nombreuses nations en vue d'aider les réfugiés tardent encore à se matérialiser, alors que les pays déjà surchargés qui les accueillent, comme la Turquie, la Jordanie et le petit Liban – ce dernier supportant la plus grande proportion au monde par rapport à sa propre population – tentent tout simplement de garder la tête hors de l'eau.

Pendant ce temps, les pays développés qui constituent le fer de lance des appels à l'aide en faveur des réfugiés se débent eux-mêmes de la responsabilité de prendre en charge parmi ces familles déplacées, les femmes, les enfants et les personnes âgées, la plupart d'entre eux estimant que la venue même de quelques milliers représente beaucoup plus que ce que ces pays peuvent gérer.

Il est vraiment honteux qu'aujourd'hui, plus de cinq ans après le début du conflit syrien, le monde estime encore au-delà de sa capacité de venir à la rescousse d'êtres désespérés qui n'ont personne d'autre vers qui se tourner.

Nadim Ladki

Rédacteur en chef du quotidien Daily Star

Les déplacés ne sont pas des chiffres

Il est extrêmement honteux que l'être humain soit réduit à un numéro, observé à travers les sciences arithmétiques et statistiques, dépouillé de sa personnalité et de ses valeurs, se transformant en fardeau dans l'équation démographique, ou en une multitude nécessitant des soins. Les Syriens au Liban deviennent des numéros. Objectif : effrayer les Libanais face à « l'invasion des migrants ».

Il est encore plus honteux de réduire la tragédie à une quantité. Chaque être humain possède sa propre histoire, sa propre cause. La généralisation est une dissimulation délibérée des détails, car la tragédie des migrants se trouve justement dans les détails de leur souffrance. Et leur souffrance est un Golgotha.

Il ne semble pas que la résurrection soit proche. Que le réfugié se mue en problème politique, comme c'est le cas en Europe qui a fermé ses portes, est proprement indécent. Il s'agit d'une question humanitaire nécessitant d'être abordée en termes de fraternité humaine. Le réfugié est suffisamment accablé par les contraintes de l'asile, et le soulager est un devoir humanitaire. Jusque-là, le monde n'a pas encore admis l'égalité dans la « fraternité humaine ».

Le Liban souffre déjà de problèmes antérieurs à l'exode syrien. Infliger au réfugié syrien ces problèmes ou les amplifier, constitue une fraude avérée et une fuite devant la vérité. Peut-être que le monde se réveillera un jour pour établir une loi sur les « droits des migrants », puisque les guerres ne s'arrêtent pas, que les conflits se multiplient, et que l'exode des gens est le résultat de cette violence.

La paix est un projet de longue haleine. La protection des migrants et de ceux qui fuient les guerres est un programme sur lequel on est censé travailler. Traiter les guerres en y mettant un terme, traiter l'exode au moyen d'une « paix temporaire » dans les pays d'immigration... Peut-être que quelque chose de proche pourrait se réaliser. Car la guerre en est encore à ses débuts.

Nasri Sayegh

Rédacteur en chef adjoint du quotidien as-Safir

Une ou plusieurs identités ?

Mona Fayad*

La période actuelle est marquée par la multiplication des guerres, des conflits et des problèmes politiques, sociaux et culturels. Des massacres et des génocides sont accomplis au nom des identités religieuses, nationales ou ethniques. Ces crimes provoquent des changements démographiques par le biais des politiques de naturalisation, ou de « transfert », ou encore en chassant les propriétaires de leurs terres. Ce qui place le concept identitaire au cœur des débats beaucoup plus qu'il ne l'a jamais été.

L'identité individuelle

L'identité d'un individu est relative à ce qu'il a de spécial et à ses particularités. Elle englobe des concepts comme la conscience de soi et sa concrétisation, ainsi que ce qui est stable et unique chez lui et le distingue d'un autre.

Mon identité est donc tout ce qui fait que je ne ressemble pas à aucun autre. Elle est le résultat d'une combinaison mentale. C'est une opération consciente et parfois inconsciente, liée à l'histoire d'une personne et à ses expériences.

L'identité sociale

L'identité sociale est un concept dynamique qui englobe à son tour celui de l'identité individuelle. Elle se définit par la conscience d'un individu de son appartenance à un groupe historique. Ce groupe lui assure un cadre qui satisfait son besoin de sécurité psychologique et il lui sert de référence pour son système de valeurs et sa culture, qui est à la base de sa perception du monde, de son rôle et de son évaluation de celui-ci. Tout cela s'accompagne du souci d'atteindre des objectifs communs, sans que ce soit en contradiction avec ses buts personnels.

Dans ce contexte, l'identité sociale devient le résultat des expériences communes et du mode de vie commun des membres de ce groupe historique. Mais en plus du fait qu'ils ont un passé glorieux commun et une volonté de vivre ensemble dans le présent, il y a aussi de grandes réalisations communes et la volonté de vivre ensemble dans le futur.

L'identité, la confession et la violence

La psychologie de l'identité blessée

Nous entendons beaucoup parler des peuples libanais ou syriens ou irakiens et du fait que chez eux, l'identité confessionnelle prend le pas sur l'identité nationale. Que signifient ces qualificatifs ?

Le violent conflit politique en Irak a éclaté après son occupation sur des bases confessionnelles, communautaires et ethniques. En Syrie, le conflit a éclaté après la révolution contre le mode de gouvernement et le monopole du pouvoir par la communauté alaouite par des groupes opposants et des organisations appartenant pour la plupart à la communauté sunnite. Ce qui a transformé le conflit en affrontement d'identités confessionnelles et ethniques. Des millions de Syriens ont été contraints de quitter leurs maisons et des factions sociales entières ont été marginalisées au sein de la société et classées sous l'étiquette « cas d'exception ». Ce qui les a poussées à se sentir menacées à cause de leur appartenance confessionnelle.

Depuis la guerre de 2006, le Liban est confronté à une division verticale aiguë qui a pris une coloration confessionnelle. C'est un des aspects du violent conflit régional et, en même temps, il est dû à la participation de composantes essentielles libanaises à la guerre en Syrie.

Dans ces situations, le souci de l'individu et son existence se concentrent sur la composante visée ou prise pour cible. Lorsqu'il y a des conflits identitaires, les individus s'identifient par rapport à l'appartenance le plus attaqué, qu'ils l'adoptent publiquement ou non. Cette appartenance, qu'il s'agisse de la couleur de la peau, la religion, la langue ou la classe sociale, se met à primer sur tous les autres et envahit notre identité. Ceux qui le partagent éprouvent un sentiment de solidarité. Ils se retrouvent, se mobilisent, s'incitant les uns les autres à attaquer ceux qui les affrontent. De la sorte, l'affirmation d'une identité devient une affaire de courage et de libération.

Il est inutile de préciser qu'au départ, ce qui définit l'appartenance d'un individu à un groupe particulier, c'est son désir de lui ressembler et d'obtenir l'approbation et l'amour de ses membres. Il tombe ainsi sous l'influence de ses proches, de son groupe, de ses coreligionnaires qui cherchent à le contrôler. En même temps, il est aussi influencé, même négativement, par ceux qui l'attaquent, car ils cherchent à l'éliminer.

C'est de là que viennent les blessures identitaires, car dans ce contexte les autres font sentir à cet individu qu'il est différent et cette différence est perçue comme un stigmate et un facteur d'isolement qui le poussent à s'accrocher encore plus à son appartenance identitaire.

Les blessures qui en résultent dictent les positions des individus

au sujet de leurs appartenances à chaque étape de leur vie et précisent aussi la hiérarchie de ces mêmes appartenances.

Le plus curieux dans cette approche est qu'elle ne prend pas en considération le fait que cette appartenance exclusive est aussi changeante et revêt plusieurs visages. L'allégeance doit aller à la patrie, mais aux yeux de certains, elle va à la religion, à l'ethnie ou à la langue. Ce qui montre que la notion d'allégeance identitaire est, elle aussi, relative. Lorsque la menace touche la langue mère, ou le groupe ethnique, les individus n'hésitent pas à se lancer dans un affrontement violent avec leurs coreligionnaires eux-mêmes, comme c'est le cas entre les Turcs et les Kurdes, tous deux musulmans. Ou même encore entre les Arabes eux-mêmes, notamment le conflit récent entre les sunnites et les chiites. Il faut rappeler toutefois que, souvent, notre identité affichée est copiée négativement sur celle de notre adversaire...

L'identité libanaise menacée

Récemment, de nombreux indices ont montré que la majorité des Libanais sont attachés plus que jamais à leur identité libanaise. Ces indices sont, par exemple, l'exigence de l'édification d'un État, l'attachement au drapeau et au cèdre, l'appui à l'armée libanaise qui indique, entre autres, la volonté de donner à l'armée et à l'État le monopole de la défense de la patrie.

Chibli Talhami a réalisé un sondage en plusieurs étapes qui montre, selon lui, que le pourcentage de ceux qui se considèrent « d'abord Libanais » a augmenté depuis 2011. Il en a conclu qu'il s'agit d'un phénomène normal, parce que l'on s'attache davantage à l'identité menacée. Le plus probable est donc que Liban menacé dans son existence pousse les Libanais à s'attacher plus que jamais à lui.

On peut dire en général qu'il y a de nombreuses particularités qui montrent l'existence d'une identité, d'un esprit libanais, qui se manifestent à travers un mode de vie précis. Ils se manifestent aussi à travers l'art, le folklore, le patrimoine politique, la cuisine, « l'humour », les dialectes et la tendance vers la liberté et l'ouverture. Cela s'applique aussi à l'identité syrienne mais avec un autre contenu. Ce qui aboutit à la conclusion qu'il y a une identité sociale et nationale libanaise et d'autres syrienne, irakienne, palestinienne, égyptienne...

Malgré cela, la question qui est sur toutes les lèvres reste la suivante : quel est l'avenir de ces identités à l'ombre, de la division, du fanatisme et de la violence civile que nous vivons actuellement ? Il faut noter, à cet égard, que les événements politiques sont rapides et changeants, alors que la psychologie humaine est profonde et lente. Autrement dit, la psychologie humaine ne change pas au même rythme que les développements politiques. De même, l'identité sociale d'un individu n'est pas forcément conforme au cadre politique de l'espace géographique dans lequel il vit. Les Arabes, par exemple, vivent dans plusieurs États et pays dont les cadres politiques sont parfois contradictoires. Cela n'a pas empêché la permanence de leur attachement à l'arabité comme un facteur complémentaire de leur personnalité et un élément de leur identité sociale. De même, la dispersion des Kurdes dans plusieurs provinces et États nationaux voisins entre eux, qui ont chacun son régime politique particulier, ne les a pas empêchés de rester solidement attachés à leur identité kurde forgée dans l'histoire. Le même phénomène touche aussi les Palestiniens au sein de l'État occupant israélien. Ils sont devenus encore plus attachés à leur identité palestinienne.

La constellation de la psychologie collective se forge pendant une longue durée et il faut aussi une longue durée pour qu'elle subisse des modifications essentielles. Autrement dit, l'événement politique peut, en raison de sa rapidité, imposer certaines conditions politiques au comportement d'un groupe. Mais il ne s'agit que de changements apparents, qui n'ont pas forcément un impact sur la psychologie interne de ce groupe. L'événement politique (surtout s'il est imposé du dehors) s'inscrit dans le temps beaucoup plus rapidement que l'impact psychologique sur l'individu et le groupe, en dépit du lien dialectique entre les deux. C'est ce qui explique la capacité de nombreux peuples à préserver leur identité nationale et culturelle pendant de longues années d'occupation et malgré le pouvoir des armées coloniales qui ont envahi leurs pays. Bien entendu, cela ne signifie pas qu'il ne peut pas y avoir des modifications partielles, ici ou là, qui peuvent

menacer l'identité si elles se prolongent pendant une longue durée.

L'investissement voulu de l'exacerbation des sentiments confessionnels, aux dépens de l'identité nationale qui rassemble, est l'indice d'une déplorable détérioration de la santé mentale de la société, surtout chez les élites et les leaderships qui ont une influence sur le développement de sa personnalité sociale.

Mais il est probable que ce groupe en crise sorte de cette situation lorsque les circonstances qui l'entourent changent. C'est ce qui s'est passé avec le peuple allemand avec l'expérience nazie. De même, il n'est pas possible que les particularismes, quelles que soient leurs natures, puissent primer à l'ombre de la globalisation accélérée qui transforme le monde en un village mondial.

A propos des réfugiés syriens et du racisme

A partir de la moitié de 2013, l'exode massif des Syriens vers le Liban a commencé à devenir pesant, surtout avec la crise économique et sociale dangereuse que traverse le pays, reliée aux problèmes internes libanais et au conflit syrien. Cette crise comprend aussi l'effondrement des ressources commerciales, le recul du tourisme et de l'investissement, ainsi que l'augmentation des dépenses publiques, alors que les services publics sont incapables de répondre aux demandes grandissantes.

Cinq ans après le début du conflit ouvert en Syrie, la situation du Liban est devenue catastrophique. Ce pays est celui qui accueille le plus grand nombre de réfugiés dans le monde, en tenant compte du taux des réfugiés par rapport au nombre d'habitants et de la densité des réfugiés sur un espace géographique aussi limité ! Il faut aussi noter l'équilibre social menacé par l'afflux des réfugiés. Cela commence à se faire sentir à travers l'augmentation du taux de violence et de la criminalité. Certains crimes étaient d'ailleurs inconnus jusqu'alors au Liban (comme l'augmentation des assassinats de femmes, la mutilation des corps des victimes et le nombre de cadavres non identifiés).

A la lumière de toutes ces données, on assiste à une effervescence médiatique chaque fois qu'un attentat se produit au Liban. Immédiatement, l'hostilité de certains contre les Syriens se réveille et des doigts accusateurs sont pointés contre les réfugiés. Une vague d'incitation contre ces derniers commence alors, émanant parfois de responsables officiels. Cette vague aboutit à augmenter la haine, le racisme et la discrimination contre les réfugiés en général. Ce qui approfondit les problèmes et les complique au lieu de contribuer à les circonscrire.

Il nous faut mentionner ici une règle psychologique: mettre en évidence les seuls aspects négatifs et répandre l'idée que le peuple libanais est raciste et qu'il rejette la présence des réfugiés syriens est le meilleur cadeau qu'on puisse faire aux fanatiques et aux racistes, car il leur permet de renforcer leur position et le phénomène d'allégeance basée sur les instincts.

Certes, il faut dénoncer les abus et l'exploitation excessive – qui existe aussi dans les sociétés plus évoluées, et les exemples sont d'ailleurs nombreux – mais sans excès, ni complaisance.

La peur de l'autre et l'exploitation des moins forts font partie des points faibles de l'homme. Ceux qui exploitent les Syriens et les Syriennes, notamment les enfants et les vieux d'entre eux, sont aussi bien des Syriens que des Libanais ou appartiennent à d'autres nationalités.

C'est pourquoi, dans l'intérêt des relations entre les deux peuples, il serait plus utile d'insister sur les points positifs au lieu de dénoncer les excès et d'amplifier les éléments négatifs. L'approche raciste et le verbiage qu'elle entraîne priment aujourd'hui sur l'interaction positive et sur l'acceptation en général des Syriens qui nous entourent, où que nous allions : dans les boutiques, les cafés, les restaurants et les supermarchés, en tant que clients, travailleurs ou professionnels. On constate qu'ils sont traités de façon normale, en dépit des risques de concurrence, de la hausse du chômage et de la détérioration de la qualité de vie pour tous.

* Académicienne et écrivaine libanaise

Je te hais :

La Consolidation de la paix au liban

Magda Abu-Fadil*

« Je te hais. »

Cette déclaration puissante est le titre d'une étude de 385 pages sur le discours de haine et de sectarisme dans les médias du « Printemps arabe ». C'est aussi une réflexion sur les innombrables malheurs du monde arabe, publiée en 2014 par le Centre pour la défense de la liberté des journalistes, basé à Amman (CDFJ).

« Dans la crise du Printemps arabe, il est difficile de gratifier d'un label d'innocence les médias arabes et les exonérer de leur responsabilité dans la diffusion du discours de haine, puisque la majorité d'entre eux sont complices dans leur pratique ou dans leur silence », avait écrit le président du CDFJ, Nidal Mansour, dans la préface du livre (page 9).

Le rapport creuse les études de cas sur le discours de haine en Jordanie, tel qu'il s'est manifesté contre les réfugiés syriens. Mais il aurait pu tout aussi bien aborder le problème au Liban, où il existe plusieurs similitudes. Mais revenons à 2016, où règne un climat d'hostilité de plus en plus marqué à l'égard des réfugiés syriens, fuyant vers le Liban voisin un conflit sanglant et interminable dans leur pays.

Une situation qui a poussé des organisations, comme la Campagne de l'observatoire sur le racisme (Racism Observatory Campaign - RAC) à relater des cas de violations de droits de l'homme et autres transgressions contre les réfugiés syriens et les déplacés à travers le pays. La page Facebook de RAC regorge d'images, de vidéos et de messages sur la manière dont les libanais réagissent à la présence syrienne grandissante au Liban.

Les prétextes de xénophobie telles qu'expliquées par les personnes concernées sont innombrables, dans un pays à l'économie instable et dont l'infrastructure croule sous le poids de quelque 1,5 million de syriens, selon les différentes statistiques que chacun peut estimer.

Le gouvernement, les agences d'aide locales et internationales semblent diverger sur les chiffres exacts puisqu'un nombre incalculable de réfugiés et de déplacés ne sont pas enregistrés auprès de ces organisations et ne sont pas détectés.

Ce qui est en cause va au-delà des problèmes supplémentaires d'eau, d'électricité, de produits alimentaires et de soins de santé, pour englober le traitement des eaux usées et des ordures, la concurrence à l'emploi, les préoccupations sécuritaires et la hausse du taux de criminalité que de nombreux libanais imputent à la présence étrangère massive.

Les habitants de plusieurs villes et villages ont imposé des couvre-feux aux réfugiés syriens pour prévenir les dangers causés par « des maraudeurs étrangers », affirment-ils.

Dans certaines régions, les habitants se sont armés à la suite d'une vague d'effractions, de vols, d'agressions, de viols et de meurtres.

Une autre préoccupation majeure soulevée par plusieurs libanais reste le fait que les syriens, qui ont tendance à avoir un taux de natalité élevé, comme avant eux les réfugiés palestiniens, pourraient faire du Liban un lieu de résidence permanente et pourraient éventuellement être naturalisés. Cela entraînerait le déséquilibre d'une équation démographique, précaire à la base, en transformant le Liban en un « dépôt pour les réfugiés de guerre », avait titré le quotidien al-Joumhouria.

Cela a poussé le patriarche maronite Béchara Raï à appeler à une relocalisation des réfugiés vers des zones protégées

en Syrie jusqu'à ce que la guerre, qui est à sa cinquième année, se termine.

« Il devrait y avoir un autre moyen de leur trouver des zones sûres en Syrie », avait écrit le Daily Star, le quotidien libanais en langue anglaise, en citant Mgr Raï.

Dans un blog, Stéphanie Matar – qui n'est plus en ligne – avait attribué le discours de haine au Liban à plusieurs raisons : culturelles (des produits de consommation aux labels racistes) ; socio-environnementales (racisme inné) ; juridiques (lois racistes et misogynes) ; extérieures (un reflet de la région et des pays voisins) ; financières (les liens étroits et malsains des médias avec la politique) ; et les médias sociaux (les politiciens et d'autres personnes s'abonnent à différents sites pour fustiger les médias et se malmener les uns les autres).

Ce qui pose la question de savoir qui de la poule ou de l'œuf est apparu en premier ? Qui provoque en premier et déclenche ainsi de violentes réactions ? Pourquoi n'existe-t-il pas un discours rationnel et pourquoi la logique est-elle si absente ?

Il ne s'agit pas uniquement de l'absence d'institutions d'État crédibles et efficaces, comme la vacance présidentielle qui dure depuis plus de deux ans, un taux record de corruption générale dans le pays et au sein des institutions d'état et privées, ou les interminables histoires de violence et d'agressions armées, mais de la manière dont les enfants reflètent leur environnement familial et la façon dont ils ont été élevés à l'ombre d'un régime persistant fait de grabuge, comme si cela était normal et acceptable.

Selon le Dr. Nassim el-Khoury, professeur de médias à l'Université libanaise, la provocation et la sédition à travers les médias, notamment les instruments audiovisuels, ont transformés ces derniers en plateformes d'insultes, de dénigrement, d'incitation à la peur et au brouillage des faits.

Il s'agit probablement d'un héritage de la guerre civile libanaise de 1975-90, ainsi que de l'amnésie collective et du déni qui saisissent nombre de Libanais qui continuent de qualifier ce conflit, par euphémisme, d'« événements » ou d'« incidents ».

Le fait que les académiciens du pays semblent incapables, ou peu disposés, à s'entendre sur un livre scolaire crédible décrivant l'histoire contemporaine des conflits au Liban, est une preuve de leur inefficacité et impuissance intellectuelle.

Le Dr. Guita Hourani, directrice du Centre libanais de recherche sur l'émigration et professeure adjointe à la faculté de droit et de sciences politiques à l'Université Notre-Dame, m'a dit l'année dernière que la couverture des médias libanais et étrangers a contribué à stéréotyper à la fois les réfugiés et le pays hôte, le Liban.

Ses commentaires ont constitué une partie d'un chapitre que j'ai écrit sur le Liban dans « Histoires émouvantes : revue internationale sur la manière dont les médias ont couvert la migration », dans lequel je détaille des études de cas sur le comportement journalistique outrageant.

Alors, y a-t-il une lumière au bout du tunnel ?

Dans son blogue, Stéphanie Matar a recommandé ce qui suit :

- La mise en jour des textes caducs, notamment la loi libanaise sur les imprimés, de sorte que les réseaux sociaux établissent des standards humanitaires.
- La diffusion de la culture des droits de l'homme pour sensibiliser les citoyens à leurs droits dans les médias sociaux et dans toutes les formes de communications.
- La compréhension de la culture légale humanitaire internationale.
- La réconciliation de la société libanaise avec elle-même.

Entre-temps, les défenseurs d'un « journalisme constructif » recommandent :

- Des articles qui mettent l'accent sur les solutions.
- Une perspective productive concernant l'avenir et notre capacité à y parvenir.
- Être critique, mais jamais cynique.
- Poser de nouvelles questions aux autorités (gouvernement et officiels), aux prétendus victimes et experts, s'enquérir des ressources, collaborations et solutions de problèmes à signification sociétale élevée.
- Recourir aux bases de données pour créer des infographies et autres images tangibles pour expliquer l'actualité, vu la courte capacité de concentration des gens.
- Engager et responsabiliser le public et créer avec lui.

Les journalistes qui couvrent les histoires des réfugiés et des migrations feraient bien de lire les « Recommandations pour l'application de la Charte de Rome : un outil de travail pour une couverture médiatique précise de la migration et la demande d'asile ».

L'ironie veut que Hanan al-Houroub – dont le nom de famille signifie guerres en langue arabe – mère palestinienne et enseignante d'al-Bireh, est devenue le symbole du pardon et a gagné le prix 2016 du « Meilleur enseignant dans le monde » pour ses méthodes d'enseignement pacifiques contre l'occupation et la machine de guerre israéliennes. Saferworld, une association dédiée à la prévention des conflits violents et l'amélioration des conditions de vie, a lancé une campagne pour promouvoir la paix et la coexistence au Yémen, un autre pays frappé par la guerre. Son initiative comprend une vidéo intitulée « Coexistons », et en août 2016, elle a annoncé qu'elle pourrait piloter une formation à distance sur l'édification de la paix à l'intention d'activistes au Yémen, en recourant à l'application mobile populaire « Whatsapp ».

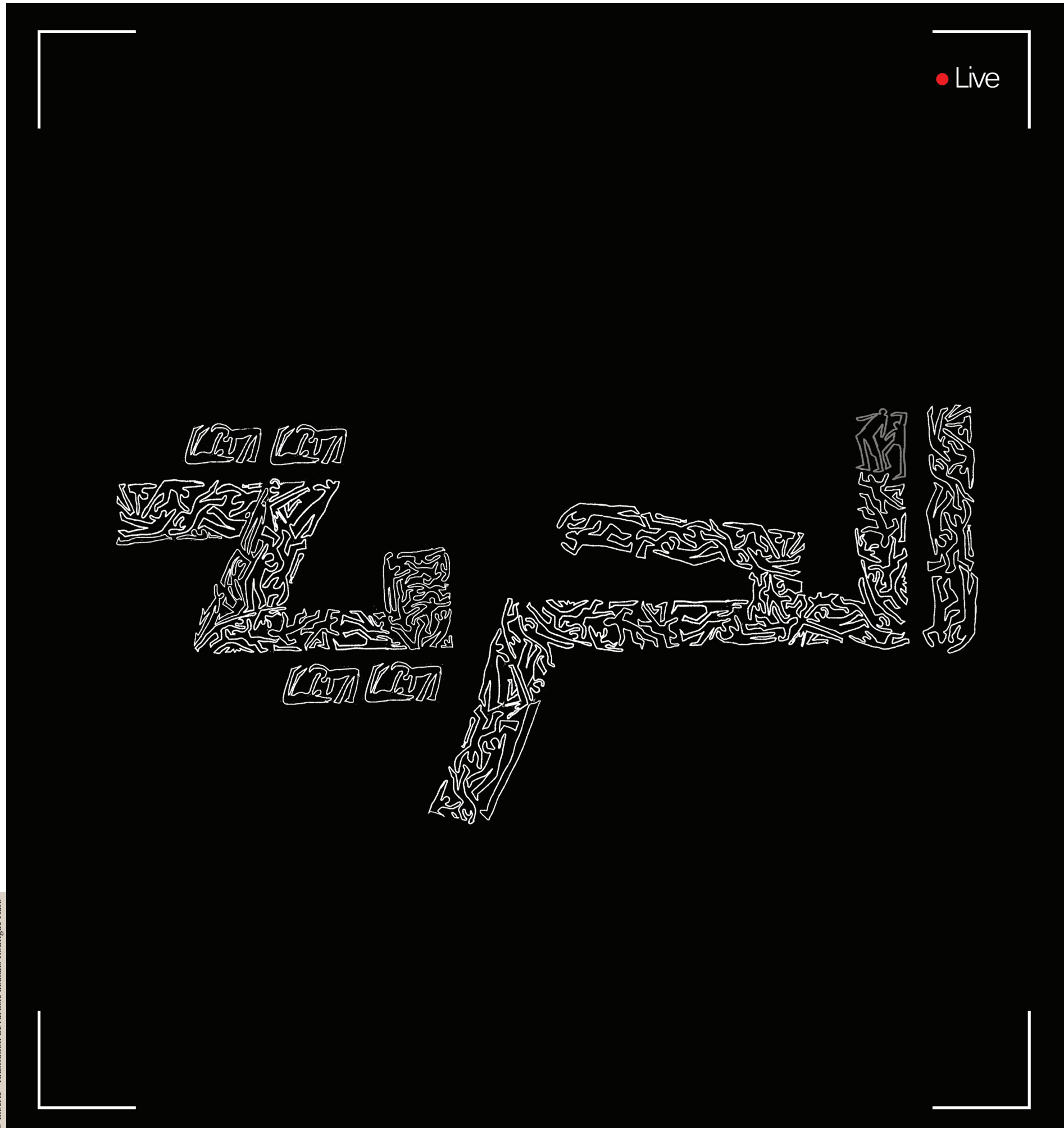
Elle a également publié des documents utiles intitulés « La crise des réfugiés syriens : comprendre et répondre aux tensions et conflits en Jordanie, au Liban et en Turquie », les trois pays qui accueillent le plus grand nombre de Syriens fuyant la guerre.

Des efforts concertés pour promouvoir l'initiation aux médias et la maîtrise de l'information constituent un élément-clé dans la lutte contre l'extrémisme et l'ignorance. Je le préconise (et le pratique) depuis près de deux décennies. Les moyens innovateurs et dynamiques ne manquent

pas pour contrer la violence, le discours de haine, la xénophobie, le racisme et autres tribulations affectant le Liban. Des gens de bonne volonté travaillent déjà avec ardeur pour inverser ou ralentir ces manifestations. Mais il s'agit d'une tâche difficile qui nécessite la

coopération des médias, un engagement positif à tous les niveaux et de la persévérance. Les solutions les plus simples sont généralement celles qui marchent le mieux.

** Vétéran du journalisme, bloggeuse et directrice de «Media Unlimited»*



© Liberté - Illustration de l'artiste libanais Rodrigue Harb

Les minorités syriennes au Liban : des réfugiés qui caressent l'espoir d'émigrer

Anas Weppi*

Bourj Hammoud, un grand quartier de la banlieue beyrouthine nord : Georges rentre à pied chez lui, sans se soucier de la chaleur insupportable de cette journée d'été, quelques papiers d'identification et des documents relatifs à son dossier d'émigration sous le bras. Dans les yeux, un éclat comparable à un sourire plein d'espoir.

Georges est arrivé au Liban en 2015 fuyant les actes de violence qui avaient commencé en 2013 dans les villages assyriens riverains du Khabour, dans la province syrienne de Hassaké.

À l'époque, il travaillait encore en Irak. Lorsque l'organisation État islamique avait envahi son village, et que les enlèvements et la profanation de symboles religieux chrétiens s'étaient multipliés, associés à d'autres actes de violence, il s'était réfugié avec sa famille pour un certain temps à Hassaké, avant de décider de quitter définitivement la Syrie pour venir s'installer au Liban. C'était à la mi-2015. Les défis auxquels il est le plus confrontés ici, raconte-t-il, sont d'ordre matériel et s'expriment par des difficultés à assurer une vie digne à sa famille et à lui-même. Ils avaient tout perdu en Syrie et ils étaient obligés de repartir de zéro dans un pays réputé pour sa cherté, selon ses propres mots.

Georges s'est installé à Bourj Hammoud, un des quartiers résidentiels les plus

cosmopolites de la banlieue de Beyrouth. Habité majoritairement par des Libanais arméniens, le secteur est également peuplé de familles appartenant à diverses communautés religieuses. Il accueille dans le même temps un grand nombre de Syriens qui avaient commencé à affluer au Liban à partir de 2011, ainsi que des travailleurs éthiopiens, soudanais, égyptiens et d'autres nationalités asiatiques.

« La société hôte porte un regard global sur le réfugié syrien. Un Syrien reste à ses yeux tout simplement un Syrien, quelle que soit sa religion ». C'est en ces termes que Georges décrit la situation de ses compatriotes réfugiés au Liban, toutes appartenances communautaires et ethniques confondues. Il souligne les privilèges et le soutien obtenus à travers certaines associations et églises. Georges a pu ainsi saisir une opportunité de travail qui s'était présentée à lui et qui lui a permis de devenir professeur d'anglais dans une école du quartier. Cet emploi l'a aidé à subvenir aux besoins de sa famille, en attendant la

date de son départ pour le Canada, où il compte s'installer en tant qu'immigré.

Il serait utile de préciser dans ce contexte que près de 1.300 familles assyriennes ont trouvé refuge au Liban depuis le début de la crise en Syrie, mais que pour beaucoup d'entre elles, ce pays n'est qu'une station provisoire avant leur départ pour le Canada, l'Australie et l'Europe, selon le responsable de la communauté assyrienne au Liban, le cor-évêque Yakroum Kolianna.

Un pays de minorités qui en accueille davantage

Les Assyriens syriens n'étaient pas seuls à trouver refuge dans les pays voisins de la Syrie ou aux quatre coins du monde. Des dizaines de milliers de Kurdes, d'Arméniens, de Syriens, ainsi que d'autres minorités ethniques avaient été contraints de fuir les hostilités et les faits accomplis imposés à leurs villes et villages. « Les explosions qui se sont produites près de ma demeure, dans la ville de Kamichli, et l'enlèvement de mon fils pour quelques

heures, la peur et la terreur que nous avons vécues, nous ont poussés à décider de trouver un abri dans un lieu plus sûr », raconte Johnny Azra, un jeune Syrien de la communauté syriaque réfugié au Liban depuis 2014.

Avec son épouse et son fils de huit ans, Johnny s'est installé dans le quartier de Nabaa, qui relève de la municipalité de Bourj Hammoud. Il s'agit d'un quartier tout aussi diversifié au plan démographique, peuplé de Libanais appartenant à différentes communautés, ainsi que de réfugiés syriens et irakiens et de travailleurs africains et asiatiques. « Le travail a posé problème. Les loyers sont élevés et certains problèmes se produisent ici. Je ne suis pas psychologiquement tranquille, mais nous nous débrouillons ». Par ces mots, Johnny, résume son quotidien au Liban où il n'a pu obtenir aucun soutien des ONG ou des églises. Ses efforts pour que son fils soit admis gratuitement à l'école sont restés également vains, se plaint-il, avant de poursuivre son récit. Il n'a plus de papiers valides, depuis



que les autorités libanaises ont imposé aux Syriens en 2015 des règles très strictes, les obligeant à avoir un garant libanais et à payer plus de 200 dollars afin de pouvoir renouveler leurs titres de séjour. L'absence de papiers en règle est donc son problème principal. Il limite ses déplacements et s'expose au danger d'être arrêté ou même d'être exploité par ses employeurs lorsqu'il lui arrive de trouver un emploi.

Soulignons que les réfugiés assyriens et syriaques se concentrent principalement à Sad el-Bauchrieh (quartier des Assyriens), à Sabtié et à Achrafieh.

Un nouvel exode pour les Arméniens de Syrie

Force est de constater que la situation des réfugiés appartenant aux minorités religieuses et ethniques syriennes ne diffère pas trop du reste des réfugiés syriens, à la seule différence peut-être que les premiers bénéficient de l'aide que les minorités libanaises essaient de leur apporter à travers des ONG ou des associations de la société civile. Dans certains cas, ces minorités sont bien assimilées au sein des communautés hôtes avec qui elles partagent les mêmes racines. Cela s'applique notamment aux Arméniens que les autorités ottomanes avaient chassés de leurs terres, il y a 100 ans et déplacés vers la Syrie. Aujourd'hui, ils sont victimes d'un nouvel exode, qui les a menés vers le Liban cette fois, à cause du conflit dans leur pays.

Tony, un jeune arménien venu en 2013 du secteur de Sleimaniyé, à Alep, explique ainsi que les facteurs de langue et d'héritage culturel commun ont facilité son intégration au sein de son nouveau milieu à Bourj Hammoud. Sa famille, poursuit-il, a bénéficié de la même hospitalité dans le village de Anjar, à majorité arménienne, dans la Békaa.

Selon des sources informées, depuis le début de la crise syrienne, près de 10 000 Syriens arméniens ont trouvé refuge au Liban mais 40 % d'entre eux sont partis vers l'Europe, le Canada ou l'Australie, alors que d'autres ont préféré retourner en Arménie, leur mère-patrie. La plupart des Arméniens se Syrie sont venus d'Alep, mais d'autres groupes sont arrivés de Homs, du littoral syrien et des villages situés à la frontière syro-turque.

À l'instar des autres réfugiés syriens, ils sont répartis sur l'ensemble du territoire libanais, mais avec une importante concentration populaire à Bourj Hammoud et dans les villages du Metn-Nord.

La composante kurde

Avant 2011, les Syriens kurdes représentaient une part importante de la main d'œuvre syrienne au Liban, mais avec l'exacerbation de la crise en Syrie et l'intensification des combats dans les régions kurdes, entre les Unités de protection du peuple kurde et l'organisation État islamique (Daech), nombreux sont ceux qui parmi eux, ont dû se réfugier dans les régions kurdes en Irak. Des dizaines de milliers d'autres ont traversé la frontière vers le Liban.

La voix brisée par le chagrin, Sabah égrène ses souvenirs : « Nous vivions en paix à Alep. Nous planifions un bel avenir pour nos enfants et puis, un jour, tout a disparu subitement... Maudit soit celui qui a été la cause de tout cela ! ».

Sabah a grandi dans un des villages kurdes à la frontière syro-turque. Une fois mariée, elle s'est installée avec son époux dans le quartier aleppin Cheikh Maksoud. Lorsque les combats ont commencé chez eux, ils ont plié bagage et se sont retrouvés réfugiés au Liban. « Les Kurdes syriens se débrouillent seuls

ici. Nous n'avons pas le sentiment d'être les bienvenus parmi les Kurdes du Liban », observe Sabah, confiant ne pas bénéficier du soutien des ONG kurdes locales, hormis quelques aides obtenues de temps à autres à travers le Haut-commissariat des réfugiés (HCR).

Sabah compte les jours en attendant que son mari, qui a quitté le Liban il y a un an et demi pour l'Allemagne, termine les formalités qui doivent permettre à la famille de se réunir à nouveau.

Il y a lieu de préciser que les Kurdes sont principalement concentrés à Bourj Hammoud, Nabaa et Bourj Brajneh ainsi que dans d'autres régions libanaises.

Des chiffres et des statistiques

Selon les rapports les plus récents du HCR, 1,1 million de réfugiés syriens sont inscrits au Liban, alors que de sources officielles, on fait état de plus de 1,5 million.

Selon une source qui suit de près le dossier à la municipalité de Bourj Hammoud, il est extrêmement difficile d'obtenir des statistiques précises sur le nombre des minorités syriennes. Certains réfugiés font partie de la classe aisée en Syrie et d'autres ont été accueillis par leurs proches libanais. Aussi, n'ont-ils sollicité aucune aide ou songé à s'enregistrer auprès du HCR ou des ONG. D'autres encore sont entrés de manière illégale au Liban, sans oublier ceux qui étaient installés dans le pays bien avant le début de la crise syrienne pour des raisons liées au travail.

Parallèlement, de nombreux individus et familles quittent le Liban pour s'installer à l'étranger. Par voie de conséquence, les nombres fluctuent en permanence.

Réfugiés mais jusqu'à quand ?

De nombreux Syriens réfugiés dans les pays

voisins, dont le Liban, essaient de se rendre dans des plus plus développés et stables afin d'y commencer une nouvelle vie et construire un avenir meilleur, loin des hostilités en Syrie et des pressions auxquelles ils sont exposés chez leurs voisins.

La Turquie représentait la voie d'accès principale à tous ceux qui rêvaient de se rendre en Europe, mais les rêves des Syriens réfugiés au Liban d'aller dans ce pays de passage vers le vieux continent, se sont estompés depuis que le gouvernement turc a adopté en 2015, une série de résolutions limitant l'entrée de Syriens sur son territoire, à moins qu'ils ne soient munis de visas, obtenus auprès de leurs ambassades qui, soit dit en passant, les leur refuse souvent. Pour pouvoir émigrer, les réfugiés n'ont plus d'autre choix que de présenter des demandes de visas auprès des ambassades des pays occidentaux souhaités ou de solliciter le HCR qui relocalise chaque année un certain nombre de réfugiés inscrits sur sa liste, en coordination avec les États qui doivent les accueillir.

Les minorités ethniques syriennes au Liban restent cependant plus privilégiées que leurs compatriotes à ce niveau. Le propriétaire d'un bureau qui effectue les formalités d'émigration pour les réfugiés syriens explique ainsi que les demandes de visas présentées par les chrétiens ont plus de chances d'être acceptées que celles présentées par des réfugiés d'autres communautés. L'émission d'un certificat de baptême, associé à la demande d'émigration, est devenue pratiquement nécessaire pour renforcer les chances d'acceptation des demandes, présentées principalement pour l'Australie et le Canada. Selon lui, ce sont les Assyriens et les Syriaques qui sont les plus favorisés.

* Journaliste syrien



Vers une approche disciplinaire de l'enseignement de l'histoire : l'expérience de l'Association libanaise de l'histoire (LAH)

Dr Bassel Akar*

Dr Maha Shuayb**

Nayla Hamadeh***

En dépit d'une entente nationale autour de l'unification des livres d'histoire – prévue dans l'accord de Taëf – et de quatre tentatives majeures du gouvernement pour établir un programme unifié de l'enseignement de l'histoire, la dernière réforme dans ce domaine remonte à 1971.

C'est dans ce contexte que l'Association libanaise d'histoire s'est constituée. Il s'agit d'une initiative lancée par un groupe d'enseignants d'histoire et d'académiciens, qui se proposent de combler des lacunes constatées et de proposer une nouvelle approche de l'histoire en tant que discipline et non seulement une matière à enseigner. Cette approche part du principe qu'un récit historique, qui est le fruit d'un consensus, est à l'antipode de la conception même de l'histoire, voire un oxymore. Un récit unique limite toute possibilité de favoriser une réflexion historique et de préparer les individus à réfléchir de manière critique et créative sur des questions qui affectent leurs vies actuelles. L'histoire enseignée actuellement dans la majorité des écoles libanaises ne permet pas aux écoliers de procéder à la manière des historiens, c'est-à-dire d'entreprendre des recherches sur des éléments de preuves pour construire un récit historique, de mettre en cause l'interprétation de faits ou encore d'apporter des réponses à des questions cruciales. Au contraire, les enfants apprennent seulement à retenir par cœur des informations pour les réciter aux examens. Une approche différente pour étudier l'histoire existe pourtant ; elle permet aux enfants d'apprendre la science de la pensée et à se comporter comme des historiens responsables. La mission de la LAH est d'intégrer cette approche au cœur des valeurs libanaises visant à hisser l'enseignement à un niveau supérieur et à favoriser l'émergence d'une génération d'individus capables de gérer une compréhension difficile et complexe de notre histoire, faite de diversités, de conflits et de changement.

La transformation intervient à différents niveaux. Au plan politique, c'est l'impasse. Aussi, la LAH s'est fixé pour objectif d'initier le changement à la base, au niveau des enseignants. Nous ne souhaitons pas bouleverser les méthodes suivies par tous les enseignants du Liban. La théorie du changement que nous adoptons se présente comme une procédure longue cependant durable. Nous croyons ferme qu'une transformation se produira lorsque les enseignants deviendront des professionnels en apprenant à travers leurs propres méthodes. Nous travaillons avec des enseignants qui trouvent un grand intérêt dans les énigmes historiques enseignées aux enfants et remettant en question les causes, les changements et autres concepts historiques. Nous investissons dans ces enseignants. Dans de nombreux pays du monde, qu'ils soient développés ou victimes de conflits armés, il a été prouvé que ces instituteurs apprennent à élaborer des programmes scolaires et deviennent valorisés par leurs gouvernements respectifs, qui comptent sur eux durant les périodes de préparation et de rédaction des cursus.

Notre vision d'avenir repose sur une transition qui doit se faire pour passer de la phase d'apprentissage de l'histoire, fondée sur un même récit, à celle de son acquisition en tant que discipline, et ce en soutenant le développement professionnel des enseignants pour qu'ils puissent devenir une force de changement et réussir à modifier les programmes scolaires. La LAH se concentre sur deux stratégies principales pour initier cette transformation. D'une part, nous proposons une approche disciplinaire de

l'enseignement de l'histoire. D'autre part, nous accordons une attention particulière aux enseignants extrêmement motivés et désireux d'opérer ou de diriger une mutation. Nous avons déjà essayé au Liban d'enseigner l'histoire aux étudiants à travers une approche fondée sur le récit unique. Les enfants ont reçu une même version de l'histoire, soigneusement élaborée et ayant fait à un moment donné, l'objet d'une sorte de consensus « national ». Le passé est raconté sous la même forme : l'histoire est factuelle et non pas problématique ; les enfants apprennent seulement à retenir des événements et des récits et à les reproduire par la suite tels qu'ils ont été présentés dans les livres, sans aucune enquête ou interprétation personnelles et sans aucune reconstruction du passé. Leur façon de procéder est littéralement à l'opposé de celle des historiens. Ces derniers répondent à des questions réelles relatives au passé, en examinant les éléments de preuve et les sources, ainsi que les différentes interprétations disponibles de faits, en employant des concepts historiques qui requièrent un niveau élevé de réflexion.

Du coup, si l'approche fondée sur l'enseignement d'une version unique de l'histoire tend à rassembler les communautés en leur permettant de se souvenir d'une série d'événements historiques qu'un groupe de personnes peut trouver dénués de toute connotation conflictuelle, les enfants ratent dans ce cas l'opportunité d'apprendre à travers des expériences riches en réflexions critiques et en apprentissage coopératif. Ils apprennent seulement à reproduire l'interprétation que d'autres donnent des événements du passé, ce qui en soi est une pratique en contradiction avec toute forme de vie démocratique.

Une approche disciplinaire pour l'apprentissage de l'histoire donne aux enfants des outils leur permettant de démontrer leur capacité à lire de manière responsable des informations et à employer les critères historiques afin de développer leurs arguments, étayés de preuves.

Les concepts historiques fondamentaux comprennent : 1) La causalité : expliquer ce qui a provoqué un événement, 2) Le changement et la continuité : décrire les changements qui se sont produits, 3) L'importance : analyser ce qui a été important et pour qui, et 4) Les similitudes et les différences : établir des comparaisons et des contrastes. Un type d'enseignement qui met l'accent sur l'histoire en tant que discipline requiert des conversations ciblées entre les apprenants, une collaboration dans le domaine de la recherche, un développement des aptitudes de communication et de solution des problèmes et tend à élargir le spectre moral et éthique des jeunes apprenants.

La transformation intervient à différents niveaux. Au plan politique, c'est l'impasse. Aussi, la LAH s'est fixé pour objectif d'initier le changement à la base, au niveau des enseignants

Cette approche est actuellement appliquée dans de nombreux pays développés. Il n'en demeure pas moins que d'autres États, qui ont été le théâtre de guerres similaires à celle du Liban, ont également réussi à passer de la version unique de l'histoire à l'approche disciplinaire. Ce passage a nécessité de nombreuses années, il est vrai, mais dans de nombreux cas, des professeurs d'histoire extrêmement motivés avaient lutté afin d'opérer un changement au niveau des cours qu'ils donnent et avaient fini par gagner la confiance de leurs gouvernements respectifs et par écrire leur propre programme d'histoire nationale. C'est ce qui explique notre deuxième objectif qui est de collaborer avec des enseignants extrêmement motivés puisqu'il leur incombera d'établir les programmes d'histoire.

Depuis sa création en 2013, la LAH a organisé un nombre d'activités et de programmes de formation, portant principalement autour du thème de la réflexion historique et s'adressant à des centaines d'enseignants. Dans une première étape, nous avons tablé sur un petit groupe d'enseignants motivés qui avaient suivi un programme intensif de formation, étalé sur une année. Celui-ci leur avait permis de modifier leur enseignement grâce à une approche disciplinaire suivie et de mettre en place des unités pédagogiques mettant l'accent sur le développement de la réflexion historique. Au cours de cette étape, il a été possible d'identifier trois instructeurs débutants qui ont fini par rejoindre la première équipe de formateurs de la LAH, au cours de la deuxième phase de ses activités. Durant cette phase, la LAH s'était fixé pour objectif de s'étendre au niveau régional. Un programme comprenant des ateliers de travail étalés sur trois journées entières a été ainsi organisé à Baakline, Tripoli et Kfarjaouz. Cent vingt professeurs d'histoire ont pris part à ce programme qui s'est articulé autour de deux axes : une introduction à la pensée historique, et les stratégies à suivre durant les cours d'histoire. Les enseignants ont fait montre d'un intérêt particulier au cours des stages offerts parce qu'ils ont réalisé qu'il existait une voie pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent les programmes et une possibilité de développer l'enseignement de l'histoire en dépit des conflits qui continuent de survenir au niveau national. La troisième phase qui sera lancée durant l'année académique 2016-2017 consiste en une formation intensive et ciblée prévue pour un groupe de 40 professeurs d'histoire, sélectionnés parce qu'ils ont été jugés extrêmement motivés et qualifiés. L'objectif de cette formation est d'élargir l'équipe de formateurs afin de pouvoir mettre en place un noyau qui pourra éventuellement être mis au service du ministère de l'Éducation durant le processus d'établissement puis d'application d'un nouveau curriculum d'histoire.

Des succès et des défis

Depuis que l'aventure de la LAH a commencé, les récits de réussite et d'échec se sont succédés, fournissant autant de matières de réflexion dans le cadre de futures tentatives pour développer l'éducation de l'histoire au Liban. Une des success stories porte sur le courage

de l'une des enseignantes, Amira Hariri, qui a réussi à plancher sur le sujet délicat des causes de la guerre civile au Liban et à développer une unité d'enseignement fondée sur l'enquête. Comme le souligne d'ailleurs Christine Council, de l'Université de Cambridge, qui a conduit la formation des enseignants en 2014, « les étudiants d'Amira sont parvenus, en appliquant la pensée disciplinaire d'une manière judicieuse et visée, à trouver la distance intellectuelle et la rigueur nécessaires pour aborder un sujet complexe et d'une importance considérable, dans son propre pays. Je constate qu'une approche disciplinaire l'a dotée des instruments intellectuels qui ont soutenu son courage moral ». Cette institutrice avait bénéficié de l'appui de l'administration de son école, pour tenter de nouvelles approches au niveau de l'enseignement de l'histoire. Mais alors que certains enseignants se sont montrés capables

de renoncer à l'apprentissage de l'histoire en tant que récit unique, d'autres l'ont trouvé difficile. Certains participants au programme étaient parfois tellement pris par les méthodes pédagogiques modernes et actives employés pour façonner des approches de réflexions historiques (...), qu'ils les ont prises, elles, pour l'objectif principal et non leur finalité qui est de favoriser la réflexion ou l'argumentation historiques. Plusieurs autres étaient surtout préoccupés par le souci de suivre et de terminer leur programme à temps. Un groupe était de son côté réfractaire à une modification de ses méthodes de travail, alors qu'un autre était sceptique quant à la capacité des étudiants à bâtir leur propre interprétation d'événements historiques. Avoir l'humilité de mettre en cause ses propres pratiques a constitué un défi majeur pour tenter de nouvelles méthodes dans l'enseignement de l'histoire.

Si nous réalisons parfaitement que le chemin est long avant de pouvoir atteindre notre objectif, qui est de revoir et de dépolitiser l'enseignement de l'histoire, nous pensons aussi qu'une approche ascendante et collaborative avec les décisionnaires peut le raccourcir et faire en sorte qu'il réussisse. Pour cela, nous comptons sur le courage des enseignants d'histoire et des historiens, ainsi que sur celui des décisionnaires désireux de repenser les méthodes de réflexion qui ont prévalu pendant des décennies et qui ont freiné tout développement dans ce domaine.

* Professeur assistant à l'Université Notre-Dame – NDU

** Directrice du Centre d'études libanaises

*** Conseiller pédagogique

Les auteurs sont tous membres fondateurs de l'Association libanaise d'histoire (LAH)



L'impact de la marginalisation de la cohésion sociale sur les orientations politiques et sociales des élèves au Liban

Dr Maha Shuayb*

Les débats se sont multipliés au Liban sur l'importance de consolider la cohésion sociale après la guerre civile. Ils ont aussi porté sur la nécessité d'introduire les valeurs démocratiques et les droits de l'homme dans les programmes scolaires officiels. L'accord de Taëf, conclu en 1989, a mis l'accent sur l'importance de l'éducation dans le renforcement de la cohésion sociale. Le Centre éducatif pour la recherche et le développement (CERD) a élaboré dans ce sillage un nouveau programme officiel scolaire en 1997, basé sur le développement de l'unité nationale et le renforcement de l'appartenance nationale, ainsi que sur l'ouverture culturelle et religieuse, dans le cadre d'une nouvelle matière appelée « l'éducation nationale ». Le CERD a aussi appelé, dans l'étude qu'il a publiée en 1997, à l'unification des manuels scolaires. Pour atteindre cet objectif, l'État a rédigé de nouveaux manuels unifiés pour toutes les matières, sauf l'histoire. En même temps, l'enseignement religieux est devenu facultatif, laissé à la discrétion de la direction des écoles. A ce sujet, il faut noter que l'accord de Taëf, et les politiques éducatives qui s'en sont inspirées, insistent sur le rôle du confessionnalisme comme un des principaux facteurs de la guerre, alors qu'ils évoquent rarement le rôle de la justice sociale ainsi que la situation économique et la division des classes comme facteurs de stabilité sociale. C'est ce qui nous amène à examiner de plus près la notion de cohésion sociale.

Les académiciens sont d'accord pour dire que la cohésion sociale est représentée par l'existence d'un lien qui relie les membres d'une société et influe sur leur comportement. En dépit de cette définition générale, les académiciens ne sont pas d'accord sur les composantes de la cohésion sociale. Selon une première tendance, la cohésion sociale est basée sur les valeurs communes et la réduction des différences dans les fortunes et dans les revenus. La cohésion sociale est aussi un processus pour faire évoluer la société en lui fixant des défis communs. Dans ce contexte, la justice sociale est un facteur essentiel pour cette cohésion. Selon une autre tendance, l'existence de valeurs communes n'est pas un facteur déterminant pour la cohésion sociale, car elle pourrait aboutir à traiter injustement les parties marginalisées et les minorités qui ne partagent pas forcément ces mêmes valeurs avec les autres composantes de la société. Cette seconde tendance préfère miser sur la justice sociale comme facteur principal de la cohésion sociale.

Pour en revenir au Liban, 20 ans après cette expérience, il est temps de se pencher sur le rôle des écoles dans le renforcement de la cohésion sociale et sur l'influence qu'elles ont sur les orientations des élèves. C'est dans ce cadre que cette étude a été effectuée pour définir « les conséquences de la marginalisation de la cohésion sociale dans les écoles secondaires sur les orientations politiques, sociales et civiles des élèves au Liban ». Elle a été réalisée en 2010 par le Centre d'études libanaises et cet article se propose d'en résumer les principaux points. Il est donc possible de revenir au rapport complet en consultant le site électronique du Centre. L'étude a voulu s'enquérir des différentes approches suivies par les écoles secondaires du Liban pour renforcer la cohésion sociale. Il a fallu ainsi étudier ces approches des écoles et leurs conséquences possibles sur les orientations des élèves, au niveau des choix politiques, du confessionnalisme et des valeurs sociales. Pour cela, l'enquête a été menée auprès de 24 écoles secondaires publiques et privées, de différentes compositions confessionnelles et religieuses. Des entretiens ont été effectués avec des élèves, des enseignants et des directeurs et un vaste état des lieux a été établi après avoir sondé les élèves sur leurs orientations politiques et pour connaître leurs valeurs, leurs positions et leurs compétences.

Méthodologie de la recherche

L'enquête a été faite auprès de 24 directeurs, 62 enseignants et 900 élèves de la classe de première, dans 24 écoles (14 publiques et 10 privées), certaines laïques et d'autres religieuses. Les écoles choisies représentent l'ensemble du panorama politique et religieux libanais. Les enseignants interrogés sont en charge des matières suivantes : l'éducation nationale, le développement civil, l'histoire et les sciences sociales. L'objectif est de voir comment les écoles secondaires abordent ces matières, ainsi que les méthodes suivies par l'enseignement,

l'environnement scolaire, les activités d'été, les relations entre l'école et la société et l'étendue de la participation des élèves, des enseignants et des parents à l'activité scolaire. De même, les élèves ont été sondés au sujet de leurs valeurs, de leurs compétences civiles, de la pédagogie actuelle et de l'environnement scolaire pour pouvoir déterminer leur rôle et leur influence sur les positions politiques et sociales des jeunes et sur la manière dont ils forgent leurs opinions.

Les approches de la cohésion sociale suivies par les écoles secondaires au Liban

Cinq approches ont pu être définies par le biais de cette étude. Elles sont classées de la manière suivante : une approche passive, une autre d'évitement, une approche extracurriculaire, une approche globale et multidimensionnelle et une approche contradictoire.

Neuf des 24 établissements scolaires sondés adoptent l'approche passive. Cette approche consiste à ne pas accorder de l'importance à la cohésion sociale, en raison de l'appartenance de la plupart des élèves à une même confession, selon les directeurs eux-mêmes. Cette approche montre ainsi une compréhension étroite de la cohésion sociale qui la limite au conflit confessionnel et écarte les autres aspects qui portent sur l'égalité et la justice. La priorité des écoles qui adoptent cette approche est dans l'obtention de pourcentages élevés de réussite dans les examens officiels. La cohésion sociale se limite donc, pour ces écoles, à l'enseignement de la matière qui porte sur le concept de citoyenneté. Quant à la méthode d'enseignement utilisée elle repose sur la mémoire et l'accumulation de données à retenir chez les élèves. Le lien entre l'école et l'environnement local est limité, voire inexistant.

Par contre, les écoles dont les élèves sont mixtes adoptent l'approche d'évitement. Autrement dit, elles ont choisi d'occulter le sujet de la cohésion sociale et pour éviter les conflits entre les élèves, elles ont interdit les débats dans les classes et dans les cours de récréation. De même, la pédagogie de l'enseignement des matières sociales se base sur la mémoire et ce qu'on appelle « le par cœur ».

Les écoles qui adoptent l'approche extracurriculaire se basent sur l'organisation d'activités extrascolaires pour inculquer aux élèves le principe de la cohésion sociale. Elles organisent ainsi des visites dans toutes les régions du pays, dans les clubs et auprès des services sociaux. Malgré l'aspect positif de ces initiatives, elles comportent des lacunes, car elles apparaissent souvent désordonnées, sans objectifs précis et surtout sans suivi. De plus, la pédagogie adoptée pour l'enseignement de l'éducation civile et des sciences sociales ressemble à celle utilisée dans les écoles qui pratiquent l'approche d'évitement. Elle est donc basée sur la mémoire, alors que la priorité des directions est d'obtenir des résultats positifs dans les examens officiels.

Trois écoles sur les 24 consultées adoptent l'approche globale axée sur l'égalité comme



"Je ne comprends pas pourquoi on s'entre-tue"

principe de base de la cohésion sociale. La politique de ces écoles est d'accepter des élèves de toutes les classes sociales, tout en ayant un système de bourses scolaires pour les plus démunis. Ces écoles appliquent aussi une politique d'intégration totale pour les élèves à besoins spéciaux. Elles multiplient aussi les activités extracurriculaires et favorisent la culture démocratique à travers l'élection de conseils des élèves. Elles jettent ainsi la base d'une relation entre l'école et l'environnement social pour propager le principe de la cohésion sociale. La pédagogie adoptée pour l'enseignement des matières sociales est analytique, même si elle mise aussi un peu sur la mémoire. Ces écoles prônent la démocratie et la participation en donnant aux élèves la possibilité d'exprimer leur avis et elles adoptent l'approche globale comme une stratégie pour moderniser leur mode d'enseignement. Restent les écoles qui adoptent l'approche contradictoire. Elles sont religieuses, leurs élèves et leurs enseignants appartiennent à une même confession. Ce qui signifie que les élèves n'ont aucune possibilité de se mêler à ceux appartenant à d'autres confessions que la leur. Ces écoles insistent sur la cohésion sociale au sein d'une même communauté. Elles axent leurs programmes pour le développement des compétences des élèves, sur le plan civil notamment, à travers l'organisation d'activités extrascolaires qui généralement sont basées sur la mémoire.

L'impact de ces méthodes sur les opinions politiques et sociales des élèves

Après avoir classé et étudié les différentes approches des établissements scolaires au sujet de la cohésion sociale, les élèves ont été sondés sur le sujet. Il est ainsi apparu que les élèves des écoles ayant adopté l'approche passive

avaient plus tendance que les autres à avoir une attitude confessionnelle et à être réfractaires à la mixité et à la diversité. Ces élèves ont aussi montré une tendance à appuyer les dirigeants appartenant à leur confession et à intégrer les partis appartenant aussi à la même confession. Par contre, les élèves des écoles ayant adopté l'approche extracurriculaire et globale ont montré une tendance plus laïque, hésitant à intégrer les partis confessionnels. Il faut noter à ce sujet qu'aucune différence dans les résultats n'est apparue entre les établissements scolaires publics et privés. Il faut toutefois préciser que l'approche passive a été la plus largement adoptée dans les établissements publics alors que l'approche contradictoire a été plus souvent adoptée dans les écoles secondaires privées.

Conclusion

L'étude effectuée montre que la plupart des enseignants ont une compréhension étroite du principe de la cohésion sociale, car pour eux, il reste limité à la relation entre la diversité confessionnelle et la citoyenneté, sans couvrir le principe de justice. Elle montre aussi que les approches adoptées par les écoles ont une incidence sur les positions politiques et sociales des élèves. Les écoles ayant adopté l'approche passive et qui sont basées sur le respect de la hiérarchie produisent généralement des élèves peu soucieux de renforcer la cohésion sociale, avec une tendance confessionnelle marquée et une allégeance facile aux partis et aux leaders qui sont de la même confession qu'eux. Dans les écoles ayant adopté l'approche globale et extracurriculaire, où règne une atmosphère plus démocratique qui favorise le développement intellectuel des élèves, ceux-ci ont plus de possibilités pour remettre en cause l'héritage confessionnel dans leur environnement et peuvent donc mieux chercher à renforcer la cohésion sociale.

* Directrice du Centre d'études libanaises (LAH)

Économie

Effets dévastateurs de la crise syrienne sur le Liban, mais... prospérité de l'Aéroport

Salwa Baalbaki*

Il n'est pas étonnant que le Liban soit le pays sur lequel la crise syrienne, qui dure depuis 5 ans, a eu le plus d'impact. Le voisinage immédiat de la Syrie le rendait en effet particulièrement vulnérable. Il était donc naturel que la croissance économique du Liban recule sous l'effet de cette crise et passe de 8 % en 2010 à 2 % en 2011, année du début de la crise syrienne ; normal aussi que le PIB régresse, entre 2011 et 2015 de 15 milliards de dollars environ ; un chiffre qui pourrait passer à 20 milliards fin 2016, selon l'expert économique Ghazi Wazni.

La crise syrienne a été déterminante pour le cours des événements au Liban, par ses conséquences négatives sur l'économie, les finances, la vie politique et la situation sociale. Un rapport récent la Banque mondiale en établit le bilan catastrophique. Selon ce rapport, les pertes du Liban s'élèvent à plus de 10 milliards de dollars, et se répartissent comme suit : coût de santé, 450 dollars/an pour chaque réfugiés syrien ; éducation, environ 450 000 élèves syriens pour seulement 350 000 Libanais ; chômage, un taux de 60 % dans la catégorie des jeunes de 23-26 ans, selon des chiffres avancés par l'institution Labora, sans parler de la concurrence sauvage que les administrations syriennes livrent aux institutions libanaises.

Pourtant, face à ce tableau noir, une grande exception : l'Aéroport international Rafic Hariri. L'aérogare, en effet, a bénéficié de la crise du fait que beaucoup de voyageurs syriens l'ont adopté, de préférence à celui de Damas, comme l'indique le président du service commercial de la MEA, Nizar Khoury. C'est ainsi qu'entre novembre 2015 et juillet 2016, une augmentation de 6,8 % du nombre des voyageurs a été observée, par rapport à ce qu'elle était durant la même période, un an auparavant. Entre 2014 et 2015, cette augmentation a même atteint une pointe de 9,9 %.

Elle est en ce moment en recul, du fait des restrictions sur les visas imposées par le Liban, sachant que les voyageurs syriens se rendent principalement en Jordanie, en Turquie et vers certains pays arabes. Néanmoins, avec environ 7 700 000 passagers en 2016, selon les projections disponibles, le mouvement des passagers à l'Aéroport international Rafic Hariri a augmenté de 7 % par rapport à 2015 (7 204 000 passagers), au point même que, selon Nizar Khoury, il fonctionne en ce moment à pleine capacité, et son infrastructure devrait être rapidement mise à niveau.

Il y a lieu de signaler que le putsch manqué en Turquie a donné un coup de frein momentané à cette activité, et a provoqué un recul de 30 % du mouvement des passagers entre Beyrouth et Istanbul

Wazni : augmentation des rentrées dues aux taxes sur les billets d'avion

Selon le Bureau de la recherche, des études et de la documentation au ministère du Tourisme, le nombre total d'arrivées de Syriens à l'aéroport s'est élevé en 2012 à 121 091, pour atteindre un an plus tard le chiffre de 314 889 (+ 160%). Puis, après avoir régressé légèrement en 2014 et 2015 (303 182 et 263 618 passagers respectivement), il a fait un bond extraordinaire en 2016 pour atteindre, fin juillet 652 195 passagers.

Ces chiffres n'étonnent pas l'expert économique Ghazi Wazni, qui affirme dans le quotidien an-Nahar que ce bond s'explique par le nombre de réfugiés et d'hommes d'affaires syriens qui préfèrent désormais l'aéroport de Beyrouth à celui de Damas. Cette augmentation s'est évidemment répercutée sur le nombre de passagers qui empruntent les avions de la compagnie MEA, ainsi que sur le volume des taxes perçues sur les billets d'avion. M. Wazni précise par ailleurs que le secteur hôtelier en profite aussi, puisque nombre d'hommes d'affaires syriens passent

quelques jours à Beyrouth, avant de poursuivre leur voyage.

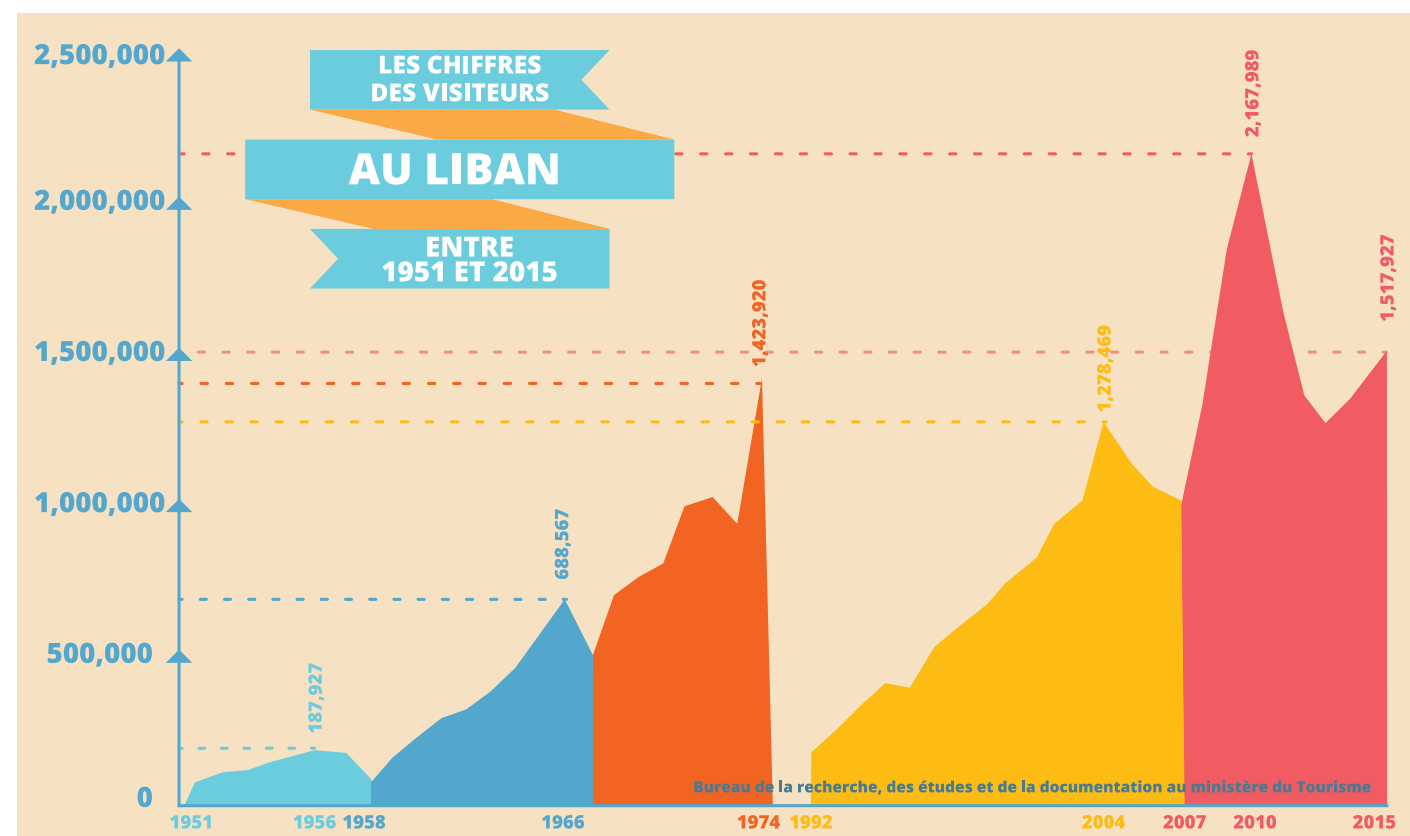
Par contre, la récente crise en Turquie n'a pas eu d'impact économique sur le Liban, du fait de la quasi-inexistence du tourisme turc vers ce pays et des maigres investissements turcs au Liban. Cependant, les échanges commerciaux se sont ralentis, du fait de la fermeture momentanée des frontières ou des difficultés du transport routier.

Ghobril : l'aéroport de Beyrouth, voie d'accès privilégiée des voyageurs syriens

Le retour de la stabilité politique au Liban consécutif à l'accord de Doha (mai 2008), a donné un élan remarquable au tourisme. C'est ainsi que le nombre de touristes a augmenté de 31 % en 2008, de 39 % en 2009 et de 17 % en 2010. Parallèlement à cette augmentation, le nombre de voyageurs empruntant l'aéroport de Beyrouth a augmenté de 21 % en 2008, 23 % en 2009 et 11 % en 2010. Soit une augmentation de 1,1 million du nombre de voyageurs entre 2007 et 2010, ce nombre atteignant même

2,16 millions de voyageurs en 2010.

Le déclenchement de la crise en 2011 en Syrie a provoqué un recul notable du tourisme au Liban : ce recul a été de 24 % en 2011, et de nouveau de 17 % en 2012, et enfin de 7 % en 2013. Entre 2010 et 2013, ces chiffres se traduisent par 894 000 touristes en moins sur trois années. Ce recul, au total, s'est élevé à 41 % pour cette période, ce qui a évidemment affecté le mouvement des voyageurs à l'aéroport, principal sinon unique porte d'entrée touristique au Liban. Pourtant le recul du tourisme ne s'est pas accompagné d'un recul du mouvement des passagers à l'aéroport, bien au contraire. C'est ainsi que, parallèlement à la baisse du tourisme dans une proportion de 24 % en 2011, le mouvement des passagers a augmenté de 27,4 % (départs, 28 %, arrivées 27 %), sans compter une augmentation de 85,5 % des passagers en transit. Partant, le nombre de voyageurs arrivant au Liban a été de 3,5 millions, tandis que les partants étaient de 3,52 millions, des chiffres records absolus par rapport à ce qu'ils étaient entre 2008 et 2010.



Ces chiffres s'expliquent par le déclenchement des combats armés en Syrie, en 2011, explique Nassib Ghobril, l'un des grands experts et le directeur du service des études économiques de la Byblos Bank. La dégradation de l'état de la sécurité en Syrie, le ciblage de l'aéroport de Damas et des voies routières qui y conduisent, la suspension des vols en direction de Damas par les grandes compagnies aériennes, a réorienté beaucoup de voyageurs vers l'Aéroport international de Beyrouth. Les vols en correspondance vers toutes les destinations, l'expertise des agences de voyages libanaises et le réseau international de la MEA ont grandement aidé à faciliter ce transfert.

Cette tendance devait se poursuivre en 2012, sachant par ailleurs que l'année 2010 avait été la meilleure année touristique dans l'histoire du Liban. Toujours est-il que le mouvement des passagers en 2012 devait atteindre 5,9 millions de voyageurs (3 millions de départs pour 2,9 millions d'arrivées). Toutefois, et bien que ce dernier chiffre global soit en recul par rapport

La dégradation de l'état de la sécurité en Syrie, le ciblage de l'aéroport de Damas et des voies routières qui y conduisent, la suspension des vols en direction de Damas par les grandes compagnies aériennes, a réorienté beaucoup de voyageurs vers l'Aéroport international de Beyrouth. Les vols en correspondance vers toutes les destinations, l'expertise des agences de voyages libanaises et le réseau international de la MEA ont grandement aidé à faciliter ce transfert

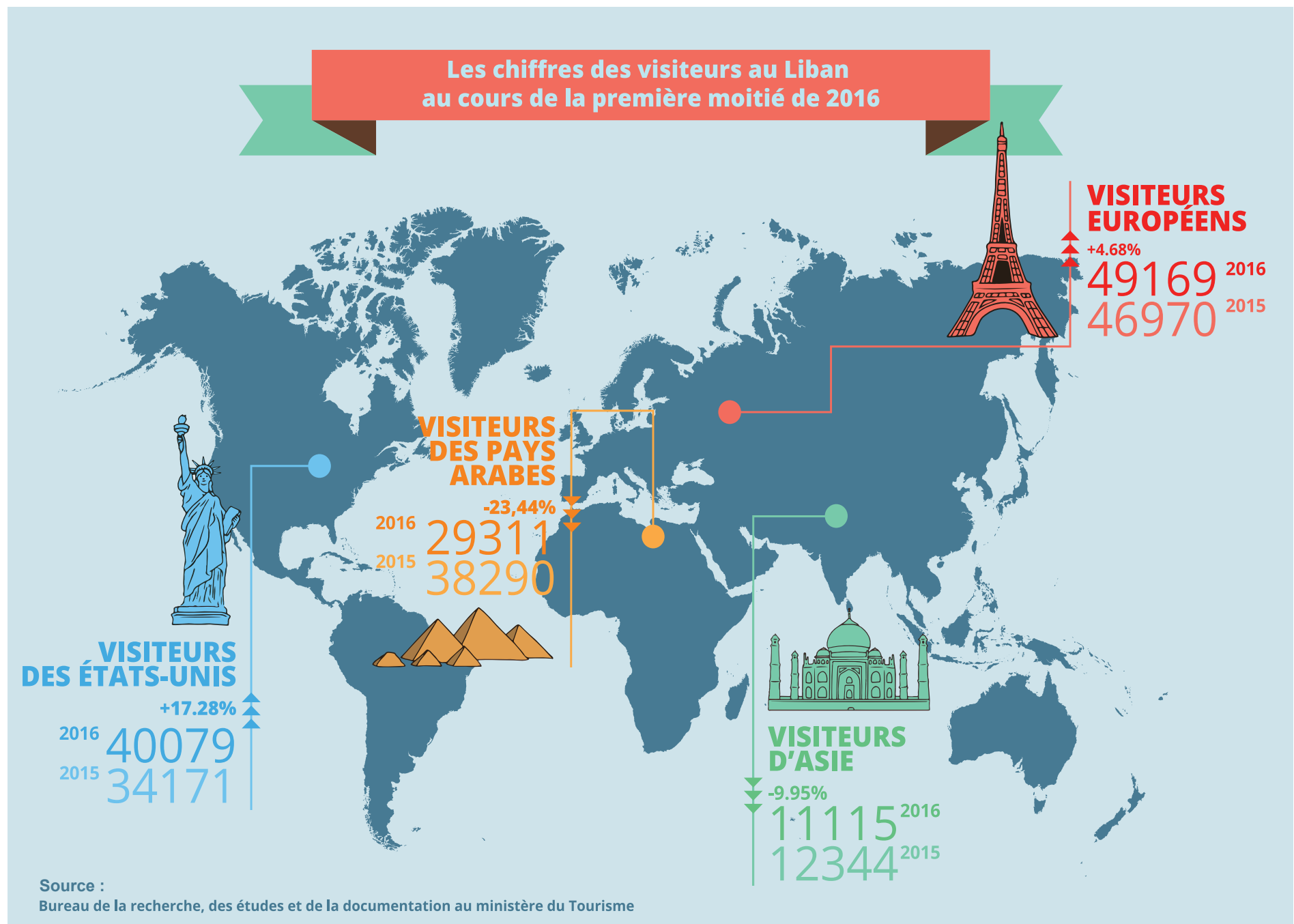
à celui de 2011 (-16 %), il reste supérieur au recul enregistré dans le nombre de touristes durant la même année (-17,5%). En 2013, la tendance baissière s'inverse et le volume global du mouvement des passagers passe à 6,25 millions de voyageurs (+6% par rapport à l'année précédente). Pour M. Ghobril, « la persistance de la crise en Syrie, et même son aggravation, a poussé un grand nombre de voyageurs syriens contraints de fuir vers le Liban

et d'y résider provisoirement, à choisir l'aéroport de Beyrouth. C'est le cas plus particulièrement pour les hommes d'affaires qui cherchaient à rester en contact avec leurs fournisseurs ainsi que des familles syriennes candidates à l'émigration transitant par Beyrouth ». Toujours selon M. Ghobril, l'intensification de la guerre en Syrie à partir de 2013, a également profité à l'aéroport de Beyrouth, du fait de l'afflux de responsables

d'organismes de secours et d'ONG de divers types, ainsi que d'instances de bienfaisance arabes et étrangères, sans compter les fonctionnaires des diverses agences de l'Onu.

Ces faits rappellent au responsable cité les hauts cris qui ont accueilli, à la fin des années 90, le projet d'élargissement de l'aéroport de Beyrouth, et le scepticisme avec lequel certains l'ont accueilli, le jugeant inutile. Le temps a prouvé que ce projet d'élargissement était parfaitement justifié, des voix s'élevant aujourd'hui pour demander que la capacité d'accueil de l'aérogare soit augmentée, indépendamment de la crise syrienne et de ses incidences provisoires. Pour M. Ghobril, cet élargissement s'avère indispensable puisque, prévu au départ pour accueillir 6 millions de passagers, l'Aéroport international Rafic Hariri en a accueilli en 2015 7,2 millions.

* Journaliste libanaise au service Économie du quotidien an-Nahar



L'agriculture et l'industrie souffrent du manque de main d'œuvre syrienne

Hassan El-Haf*

Malgré les incitations incessantes qui abondent dans les discours de certains hommes politiques libanais contre la main d'œuvre syrienne, et bien que les gouvernements qui se sont succédé depuis l'éclatement de la crise syrienne n'aient pas adopté des politiques étudiées pour assimiler les réfugiés syriens, les propos tenus par les principaux représentants des secteurs économiques libanais sont en contradiction avec beaucoup de clichés répandus.

Ainsi, il s'avère que des secteurs libanais essentiels souffrent du manque de main d'œuvre syrienne qualifiée, qui préfère désormais émigrer vers l'Europe, les États-Unis ou le Canada, où elle est très demandée, et où les conditions de travail sont bien meilleures. De plus, un grand nombre d'ouvriers syriens préfèrent désormais rester en Syrie plutôt que de retourner au Liban, où la vie est trop chère pour eux.

Cette situation découle principalement de la décision du ministre libanais du Travail d'imposer des visas d'entrée et des permis de travail aux Syriens. Ce sont les ouvriers qui s'acquittent de la plus grande part des coûts occasionnés par ces formalités, étant donné que la plupart des patrons refusent de le faire, ainsi que l'a souligné le ministre du Travail Sejaan Azzi dans plus d'une déclaration.

En outre, le rapport annuel publié par le ministère du Travail pour l'année 2015 montre que 1 102 nouveaux permis de travail ont été accordés à des Syriens l'an dernier, sur un total de 60 814 nouveaux permis. Le nombre de permis renouvelés à des Syriens est de 1 048, sur un total de 148 860. Ces deux chiffres sont minimes par rapport au nombre réel d'ouvriers syriens au Liban, une indication que l'objectif de cette mesure n'a pas été atteint.

La grande crise de l'agriculture

Le président de l'Association des agriculteurs, Antoine Hoyek, estime que « la crise syrienne a entraîné de grands problèmes dans le secteur agricole libanais, notamment au niveau de la main d'œuvre, étant donné que certains ouvriers syriens ne sont plus retournés de Syrie après un séjour dans leur pays pour visiter leur famille. »

Il ajoute : « Depuis la crise, les réfugiés ont grossi les rangs des ouvriers syriens au Liban. Ils étaient prêts à travailler dans n'importe quel domaine afin de répondre aux besoins de la vie quotidienne, alors même que le nombre d'ouvriers qualifiés dans le secteur agricole diminuait considérablement. »

Le nombre d'ouvriers agricoles a ainsi diminué de plus de la moitié au cours des cinq dernières années, a-t-il précisé. Les raisons ? Selon lui, la garantie et le permis de travail imposés désormais aux ouvriers syriens « sont vécus comme des obstacles, surtout par la main d'œuvre saisonnière qui est la plus répandue et la plus demandée ». Il s'explique : « La plupart du temps, on a besoin de ces ouvriers pour quelques mois, alors que la garantie est payée par année. » M. Hoyek ajoute que quelque 70 % des ouvriers qualifiés travaillent illégalement, ce qui limite leur capacité à se déplacer entre les régions sans permis de travail, de peur des arrestations. Il indique que



« le nombre des Syriens qui recherchent du travail dans l'agriculture a baissé aussi parce que ce sont les mêmes qui travaillent dans le bâtiment, ce qui a contribué à augmenter le niveau des salaires dans tout le secteur. Sans compter que de plus en plus de Syriens sont actifs dans les métiers artisanaux ».

Antoine Hoyek déplore également le fait que « le coût de production agricole ait augmenté de quelque 50 % durant les dernières années, un phénomène aggravé par le blocage des exportations par voie terrestre et la cherté de l'exportation par voie maritime, d'où des pertes substantielles dans la production ». Le secteur de manière générale (exportations et revenus) a régressé de 37 %, fin 2015, par rapport à 2014, conclut-il.

Situation satisfaisante dans le secteur de l'archéologie

La carence observée dans l'agriculture n'affecte pas l'archéologie, qui dépend aussi en grande partie de la main d'œuvre syrienne.

Une source du ministère de la Culture précise que le nombre d'ouvriers syriens reste très élevé dans le secteur. Elle ajoute que la Direction générale des antiquités (DGA) encourage les ouvriers syriens à s'enrôler dans un domaine, où ils viennent juste après les ouvriers libanais par ordre d'importance, et où ils ont même la préférence en comparaison avec les ouvriers d'autres nationalités.

Selon cette source, le travail dans l'archéologie se divise en deux parties

principales : les fouilles ordinaires et les fouilles spécialisées. Le secteur ne souffre cependant d'aucun manquement dans ces deux domaines.

Cette même source souligne que même en l'absence de statistiques, il est possible de dire que la situation reste très acceptable. Elle ajoute que le nombre de travailleurs dans l'archéologie ne se compare pas à celui des ouvriers agricoles, puisqu'il se compte par dizaines, non par milliers.

Industrie : étape de transit pour la main d'œuvre spécialisée

Pour sa part, Fadi Abboud, ancien ministre et ancien président de l'Association des industriels, dément qu'il y ait de manière générale une crise au niveau des ouvriers non spécialisés dans les domaines du bâtiment, de l'agriculture et de l'industrie, étant donné le nombre élevé de candidats à ces emplois. C'est au niveau des ouvriers industriels spécialisés dans le maniement des machines (notamment des fraises) que l'insuffisance commence à se faire ressentir, précise-t-il.

M. Abboud affirme que les portes de l'émigration sont davantage ouvertes aux ouvriers qualifiés qu'aux autres, précisant qu'une grande partie de ceux-là, notamment les ingénieurs, ont émigré en Europe, spécialement en Allemagne, ainsi qu'aux États-Unis et au Canada. L'ancien ministre fait remarquer qu'il y a une forte demande mondiale pour les ouvriers qualifiés dans la fabrication des moules industriels. Dans ce domaine, les travailleurs considèrent désormais le

Liban comme une étape de quelques mois sur la route de l'émigration, en attendant de terminer leurs papiers dans l'une ou l'autre des ambassades.

Fadi Abboud insiste aussi sur la hausse de la moyenne des salaires des techniciens, ce qui contribue à l'augmentation du coût de production. Il précise que ce manque ne se limite pas aux ouvriers syriens, mais aux techniciens libanais également.

Partant du principe que les conditions du secteur industriel diffèrent de celles des autres corps de métier, il précise que la pénurie se situe surtout au niveau de l'industrie mécanique, notamment la création de moules.

Il ne néglige pas cependant d'évoquer « les répercussions positives de la crise syrienne sur certaines industries », rappelant le proverbe selon lequel « le malheur des uns fait le bonheur des autres ». Le principal point positif, selon lui, réside dans la demande locale accrue pour les produits libanais depuis l'augmentation du nombre de résidents, ainsi que dans les pays arabes en général, vu la baisse de la compétition que représentaient les industries syriennes. « Toutefois, poursuit-il, les politiques gouvernementales ont neutralisé certains de ces points positifs, notamment à travers le coût élevé du transport maritime des marchandises, qui a augmenté de 50 % les coûts par rapport au transport par voie terrestre. » Pour lui, il ne fait pas de doute que la cause est « la corruption qui sévit au port ».

Récolte

Les agriculteurs syriens dans la Békaa : un dur labeur, des conditions difficiles

Alia Haju*

À travers les vastes superficies des terres agricoles de la Békaa, nous pouvons apercevoir nombre de paysans acharnés au travail. Ces agriculteurs sont surtout des Syriens chassés de leur pays broyé par la guerre. Nous ne voyons pas ici beaucoup de paysans libanais, car la main d'œuvre locale refuse de travailler dans les champs, en raison des bas salaires, de la dureté du travail et de l'absence de politiques gouvernementales sérieuses pour soutenir le secteur agricole.

« Avant la guerre, nous travaillions sur une base saisonnière. Ces terres ont été plantées avant les combats et, à l'époque bien sûr, nous n'étions pas des réfugiés. Maintenant, nous affrontons des conditions de vie difficiles, les bas salaires, les mauvais traitements et l'exploitation exercée par ceux qui monopolisent le marché du travail », affirme Karim, 27 ans, un agriculteur syrien ayant fui la guerre pour travailler la terre.

Les femmes œuvrent également aux côtés des hommes dans la culture du sol. Ce genre de partenariat a pris ses origines en Syrie, en raison de la nécessité pour ces familles d'augmenter leurs revenus. Mais cette situation, en particulier au Liban, a accru la difficulté des conditions de travail pour les femmes. Aala', une de ces Syriennes qui travaillent la terre confie : « Je travaille depuis six heures du matin jusqu'à 19 heures. Nous sommes obligés de rester toutes ces heures pour être en mesure de passer l'hiver, quand il n'y a rien d'autre que le froid et les veillées de famille. Nous désherbons la terre, cultivons les fruits et les légumes, ainsi que divers autres travaux. Le salaire journalier pour toutes ces heures est de 8 000 livres libanaises, mais le gardien responsable qui nous a débrouillé le

travail en prélève 2.000 LL, et il ne nous reste plus que 6.000 LL seulement ».

Aala', seize ans, originaire de la campagne près d'Alep, ne sait ni lire ni écrire. Sa maison a été bombardée et n'est plus aujourd'hui qu'un tas de ruines. Elle vit maintenant dans une petite tente avec sa famille composée de 11 personnes. L'adolescente ajoute : « Je vais me marier le mois prochain, je rêve d'une belle maison et d'une vie décente. Je rêve aussi de voir Damas, que je n'ai jamais connue ».

Les dures conditions de la guerre puis de l'asile ont fortement touché les enfants, qui travaillent eux aussi dans l'agriculture, et beaucoup d'entre eux sont impliqués dans la culture de ces terres. Moustapha, 11 ans, travaille lui aussi le sol avec sa famille : « Je ne me souviens pas beaucoup d'Alep, en revanche je connais le Liban plus qu'Alep. De ma vie je ne suis jamais allé à l'école, et je ne sais ni lire ni écrire. Je sais juste écrire "Allo" sur WhatsApp. J'aime travailler le sol et je suis heureux ici au Liban, j'ai de nombreux amis libanais. J'aime le Liban et la Syrie, et je veux retourner dans mon pays... Je rêve de tout posséder ».

* Photojournaliste



Aala' (à droite), 16 ans, une réfugiée syrienne d'Alep, affiche les produits récoltés avec sa cousine dans un domaine viticole à Kefraya, dans la Békaa.



Moustapha, 11 ans, lui aussi réfugié d'Alep, portant des paniers dans un vignoble à Kefraya.



Les grappes de raisin qui serviront à la fabrication du vin.



Une petite Syrienne de 7 ans déguste une tomate tout en aidant sa famille durant la récolte.



Une réfugiée syrienne d'Alep en plein travail de la terre.



L'assemblage des poivrons verts après la récolte.



Un groupe de fermiers syriens réfugiés la Békaa : les dures conditions de l'exil.



Un travail harassant pour 6 000 LL par jour.



Des fermiers syriens procédant à la récolte des tomates dans la Békaa.

Beyrouth et moi

Lina Hawayan al-Hassan*

Ici au Liban, les maisons, les palais, les rues, les immeubles, les villes... tout porte les stigmates des combats qui y ont eu lieu, cet héritage triste que laissent les guerres civiles destructrices.

Cela fait quatre ans que je suis ici. Ma première année, je l'ai passée à Aley. J'ai aussi vécu trois mois à Bhamdoun. Quand je suis arrivée au Liban, je n'avais pas encore choisi de destination finale. La plupart de mes collègues écrivains avaient présenté des demandes d'asile politique dans des pays européens. Pour moi, rien que l'idée d'une telle démarche était effrayante. Je ne pouvais pas m'éloigner trop de Damas. C'est pourquoi j'ai préféré rester au Liban. J'ai même peut-être choisi Aley pendant une année entière à cause de sa proximité de la route de Damas. Il me suffisait de regarder les voitures immatriculées en Syrie passer sur la route principale, et la vue de la plaque fixée à l'arrière portant la mention « Damas » suffisait à me rassurer.

La première année s'est écoulée. Pendant toute cette période, mes seules activités étaient la marche et l'écriture. Je profitais des journées ensoleillées de l'hiver dur de Aley pour traverser les chemins ombragés, cernés de vieux arbres, ces mêmes arbres qui avaient été témoins d'une guerre horrible qui ressemble à celle qui se déroule aujourd'hui dans ma patrie, la Syrie.

J'ai quitté mon pays, triste, la tête confuse, perdue, et la marche quotidienne m'a sauvée de l'effondrement. Pendant mes longues promenades solitaires, je me suis souvent arrêtée devant ces palais déserts, criblés de balles, qui conservaient pourtant un peu de leur beauté

d'antan. Certains d'entre eux étaient moins endommagés que d'autres et avaient encore une grande majesté. Mais ils étaient quand même déserts et abandonnés. Peut-être parce que leurs propriétaires étaient morts ou bien partis à la recherche d'une patrie de rechange...

Avant la tragédie qui déchire aujourd'hui mon pays, j'avais cru qu'il me serait difficile de choisir une patrie de rechange. Plus tard, lorsque j'avais dû fuir une mort probable, je n'avais plus d'autre choix que de m'installer dans un lieu précis et de le considérer comme ma nouvelle patrie, même provisoirement.

Lorsque j'ai décidé de m'installer à Beyrouth, j'ai choisi la rue Bliss pour être proche des livres. Il y avait en face de moi la bibliothèque de l'Université américaine. En même temps, j'étais proche de la rue Hamra. J'ai voulu découvrir la ville de Beyrouth, à travers son cœur. J'ai vu ainsi le beau quartier de Ras Beyrouth, la rue Hamra grouillante de cafés, de restaurants et de pubs, tout en étant proche de la mer, cette mer que j'avais connue à travers les écrits de Ghada Samman, cette écrivaine syrienne qui avait vécu à Beyrouth pendant son âge d'or, avant d'être témoin de la guerre féroce qui l'avait détruite.

Aujourd'hui, je considère que je connais bien cette ville et ses environs.

La vue de mes compatriotes arpentant quotidiennement les rues de Beyrouth à la recherche de leur subsistance me fend le cœur.

En quittant le pays, on découvre une nouvelle tragédie, celle des pièces d'identité. On apprend ainsi qu'on possède un passeport tronqué, qui ne permet pas de se rendre dans

un autre pays arabe... Comme si la mort était le seul choix laissé aux Syriens.

Pendant quatre ans, j'ai fait mes adieux à de nombreux amis qui sont passés par Beyrouth sur le chemin de la Turquie où les attendaient les embarcations de la mort. Qui saurait les en blâmer ? La mort et la misère ont resserré leur étau autour de la plupart d'entre eux, leurs maisons ont été détruites. Ils ont donc préféré la triste aventure des embarcations incertaines au fait de rester dans les camps de réfugiés, où il faut oublier sa dignité.

Il ne se passe pas une nuit sans que je reçoive une lettre pleine de tristesse et de désespoir envoyée par un de mes amis qui a choisi l'émigration...

Qui a dit que nous Syriens, souhaitons remplacer notre patrie par les forêts d'Allemagne ou prendre des photos avec les cygnes qui avancent majestueusement dans ses lacs ?

Nul ne souhaite s'éloigner de sa patrie. Seule la menace de mort a contraint les Syriens à partir. Lorsque les choix n'existent plus, que des villes entières sont détruites ou gouvernées par d'autres formes d'autoritarisme, dont la plus barbare est celle imposée par Daech, qui dépasse en horreur tout ce que le monde moderne a connu, on ne peut que partir...

Malgré tout, je souhaite conclure mon article par un mot : l'espoir. C'est cet espace qui nous donne encore la patience et la foi d'atteindre un jour la lumière au bout du tunnel.

* *Noveliste syrienne résidant au Liban*

En passant par Beyrouth

Elias Sadkini*

Beyrouth...

Du fond de mon cœur, j'adresse mon salut à Beyrouth...

Un salut comme un message de paix à une ville qui n'a pas trop connu la paix. A peine la guerre avait-elle disparu de ses rayonnages qu'elle a débordés dans nos épiceries. Ce ne fut plus alors qu'une affaire d'import-export...

Un salut à Beyrouth, une ville à la fois repue d'abondance et souffrant de pénurie... La politique et sa vacuité, la révolution et son inutilité, son boom immobilier et ses sans-abris, son droit d'asile et ses victimes d'injustice... Une ville où la vie côtoie l'agonie.

Un salut à une ville aux sociétés similaires, aux routes et aux méthodes tortueuses, où les camps sont des villes, les banlieues des États, et les ponts des prisons. Sa mer a pris le chemin de l'exil, et les vagues ne s'écrasent que sur du sable au point d'entacher sa couleur immaculée. Isolement et harmonie...

J'adresse un salut à une ville où se rencontrent à la fois tout genre d'humanistes et de racistes, la laïcité et le confessionnalisme. Ses murs sont pleins de messages d'amour et d'appels à l'expulsion. Une ville où les marchands de main d'œuvre étrangère ont reçu une décoration du grade de « sans honneur ». Mon prénom, Élias, m'a servi – dans la région où je réside – d'une sorte de laissez-passer frappé du tampon « casier judiciaire vierge », alors que mon travail a constitué pour moi un portail donnant sur une multitude de causes humanitaires, rassemblant de nombreux adeptes et activistes... C'était à la fois une libération et une servitude.

J'adresse mon salut comme un message de paix à une ville qui a abrité toutes les cultures, lesquelles ont trouvé des adeptes parmi ses habitants. Ces derniers y ont fait vivre des coins, des rues et des coulisses avec un art, une attention ou un passe-temps favori. La ville les a accueillis comme s'ils étaient une entité appartenant à diverses tribus et pratiquant nombre de rites... C'était à la fois l'image et le son.

J'adresse un salut comme un message de paix à une ville qui a pris l'habitude de se séparer de ses enfants. Des enfants qui ont grandi dans ses ruelles, qui ont été éduqués dans ses écoles, qui ont connu l'amour dans son ombre, et qui

ont rêvé d'un cèdre qui leur construira une patrie. Mais ils n'ont pas arrêté de s'en aller sans aucun regret... C'était à la fois l'émancipation et la nostalgie.

J'adresse un salut à une ville, où on trouve ici et là entre ses buildings élégants, une ville maison. Ses enfants ont laissé des stigmates sur son front, comme une sorte de souvenir, avant de partir. Ses balcons se sont écroulés sous le poids des ans, et ses fenêtres se sont affaissées, comme si leur destin était de lui fermer les yeux pour dormir. Je marche près de lui et je l'entends exhaler avec tristesse l'histoire d'une ville étranglée par un cadenas rouillé. Je le vois chavirer, préoccupé par le jour où les pierres de son histoire se désintègreront, afin qu'elles soient remplacées par l'acier, le ciment, qui ne connaissent pas Feyrouz... C'est à la fois la noblesse et l'ingratitude.

À Beyrouth,

Un vœu et un salut sans plus...

Beyrouth n'aime pas les étreintes ou peut-être en a-t-elle eu assez des amants qui l'ont trompée. Aujourd'hui beaucoup la désirent et elle a peur que ceux-ci n'envahissent son cœur. Ses embouteillages suffocants, ses bousculades, ses bruits assourdissants... Tout cela me pousse à prendre la fuite. Ils créent en moi une brèche qui ne peut être colmatée que par les ombres du passé. Je veux encore une fois prendre la fuite. La brèche s'élargit et je me retrouve plongé encore plus dans mon imagination. Comme dans un rêve...

Parfois, quand il m'arrive de me promener dans les rues de Beyrouth, je vois mon reflet dans la vitre d'une voiture qui passe. Je me surprends alors – comme dans un moment de lucidité – et je réalise que je réside ici !

Ceci est le plus étrange que j'aurais pu imaginer : « Je vis à Beyrouth ! ». Cela n'était ni un choix, ni une obligation. Telle est ma relation avec Beyrouth. J'ignore comment elle a commencé et pourquoi elle se poursuit...

Beyrouth est dure...

Dure à cause de sa proximité, froide comme la froideur de la peur.

Elle devient de plus en plus dure à chaque fois que je rentre de voyage, pensant que je deviens plus proche. Et je me

vois encore m'éloigner.

Beyrouth est dure par sa franchise brute. Elle n'est pas conciliante, et elle n'enjolive pas la laideur de la vérité.

Quoi que je fasse pour être proche, je ne réussis jamais...

Oui, Beyrouth est dure, mais elle essaye d'être douce autant qu'elle le peut. Et je lui suis reconnaissant.

Je serai injuste envers elle si je me calfeutrais dans ma solitude et la blâmais pour ma situation d'étranger. Elle recèle des secrets qui permettent à son habitant – s'il le désire – d'ouvrir les portes de la vie et des plaisirs.

Elle m'a donné à moi l'étranger un espace pour rêver et me perdre, pour me chercher à chaque fois que son soleil se lève, afin de me construire un semblant d'appartenance dans un semblant d'exil. Pour être le plus proche possible de l'espoir.

Ici, j'ai rencontré des frères que ma patrie ne m'a pas donnés. J'ai vu en eux une patrie faite d'hommes. Ils ont pleuré avec moi quand j'ai pleuré mes souvenirs de là-bas. Et nous avons rêvé ensemble. Et il n'y avait ni frontière ni visa ou passeport qui puissent nous voler nos rêves.

Mon séjour à Beyrouth m'a littéralement bouleversé. L'isolement qui m'étrangle, la solitude – relative – m'ont mis face à une interrogation (pourquoi ?) que j'ai toujours fuie. Je me suis retrouvé essoufflé à la recherche d'un nouveau sens, d'une nouvelle valeur qu'on appelle « la vie ». Et je le suis toujours.

Un merci permanent du fond du cœur à Beyrouth... Non pas en tant qu'individu durablement installé, mais comme un pas sur le chemin du retour. Un retour vers demain, un lendemain le plus proche du passé.

Et pour là-bas, pour Aley, ne reste que le salut, les baisers et toute la tendresse...

En espérant que demain ne soit pas fait de maisons que l'attente a fermées, que l'absence a meublées, et dont les souvenirs ont été façonnés par l'oubli.

Ces souvenirs qui sommeillent aujourd'hui sont orphelins de ceux qui les gardent, ceux qui les font vivre, ceux qui les pleurent... rangés dans un tiroir, une boîte ou un livre.

* *Travailleur syrien dans le domaine humanitaire et fondateur de la « Maison de Paix »*

Pays du jasmin et des olives



«La terre nous unit, et l'agriculture est à la base de notre civilisation»

Œuvre de l'artiste et calligraphe libanais Ghaleb Hawila

Le retour de la tragédie

Michel Hajji Georgiou*

La crise des réfugiés syriens semble réveiller aujourd'hui ce qu'il y a de pire dans l'être humain. En fait, tout semble indiquer qu'ils sont en train de se matérialiser, lentement mais sûrement, en la victime idéale, le bouc-émissaire rêvé pour exorciser tous les maux nés de la mondialisation dans bon nombre de sociétés, orientales ou occidentales.

Devant un tel cas de figure, il est difficile de ne pas penser à l'analyse par feu l'académicien René Girard du mythe d'Œdipe chez les Grecs, ou de celui de Milomaki chez les Indiens yahunas : les deux personnages légendaires sont persécutés et reconnus coupables par la foule des épidémies qui se manifestent au sein de leurs sociétés. Ils sont en fait considérés comme les étrangers qui ont été à l'origine de la rupture de l'ordre social et sociétal qui prévalait avant.

Depuis le début de la tragédie syrienne, les réfugiés sont à leur tour perçus, par une certaine partie de la population dans les pays d'accueils, comme le fléau à l'origine de tous les malheurs. Inutile de préciser, du reste, que cette angoisse existentielle qui accompagne la crise identitaire

face à l'arrivée de l'autre, celui qui ne nous ressemble pas, est aujourd'hui exploitée à fond par certains courants politiques et certains responsables, qui ont fait de la de l'intolérance et de la haine leur fonds de commerce électoral et l'assise de leur discours populiste – y compris au Liban.

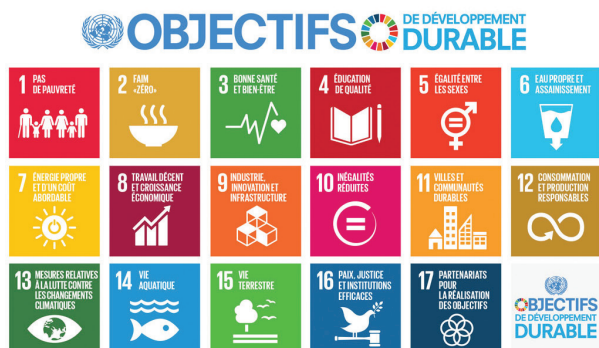
Jamais en effet le retour aux instincts primaires n'aura été si fort, si bien que c'est l'ensemble de la planète qui est en proie à d'effroyables convulsions identitaires. La récente polémique sur le burkini en France cristallise d'ailleurs cet effarement, mêlé de craintes et de tremblements, face à la boîte de Pandore identitaire déclenchée notamment par la crise syrienne et l'exode massif des réfugiés vers l'Europe. Le monde se trouve plongé dans une crise profonde et essentielle de repères. La progression vers l'universalité des droits de l'homme, construction édifiée sur les ruines du monde post-1945 et en marche depuis la deuxième moitié du XXe siècle, n'a jamais été aussi fragilisée qu'avec l'impuissance de la communauté internationale à mettre fin à la violence qui ravage le territoire syrien.

Cet abcès de fixation, où s'affrontent les extrêmes, n'en est donc plus un. La violence et l'extrémisme sont désormais diffus. Les tumeurs nées en Syrie, et reproduites dans la région, provoquent désormais une réaction mimétique de montée aux extrêmes, autre nom de la crise identitaire, dans le monde entier.

La globalisation est en train d'agoniser sous nos yeux, dans d'atroces et de sanglantes convulsions. Ladite "fin de l'Histoire", prédite avec optimisme par Fukuyama avec la fin de la bipolarité au début de la décennie 90, est en train de vivre la fin de son histoire. Le monde est à réinventer. Certes.

Mais, de grâce, épargnons les réfugiés syriens, qui sont innocents. Ce n'est pas si l'unanimité au sein de la société est menacée et l'unité fissurée, qu'elles se referont nécessairement sur le dos de victimes propitiatoires. Car c'est, à n'en point douter, paver la voie à de nouvelles tragédies que l'on pensait englouties avec le siècle dernier.

* Journaliste libanais au quotidien L'Orient-Le Jour



Le projet du Pnud « Consolidation de la paix au Liban » œuvre depuis 2007 pour le renforcement de la compréhension mutuelle et la promotion de la cohésion sociale, en abordant les causes profondes du conflit au Liban. Le projet a aussi travaillé récemment sur le traitement de l'impact de la crise syrienne sur la stabilité sociale au Liban.

Le projet soutient les différents groupes, allant des dirigeants et acteurs locaux, aux éducateurs, journalistes, jeunes et militants de la société civile, dans le développement de stratégies à moyen et à long terme visant la consolidation de la paix, la gestion des crises et la prévention des conflits.

Pour plus d'informations:

Le Projet «La consolidation de la paix au Liban»
Arab Bank Building
Riad El Solh Street
Nejmeh, Beirut - Lebanon
Telephone: 01- 980 583 ou 70-119160

www.lb.undp.org

www.lb.undp.org/PBSupplement



Conçu par:

Omar Harkous
Hassan Youssef

Traduit par:

Fady Noun, Scarlett Haddad, Nada Merhi, Susanne Baaklini, Patricia Khoder, Tilda Abou Rizk et Michel Hajji Georgiou

Edition et révision:

Gaby Nasr